

Commune de
Sully sur Loire



Plan Local d'Urbanisme

DOSSIER DE LA REVISION ALLEGEE

Note de présentation

Evaluation environnementale

Pièces de la procédure

Vu pour être annexé à la délibération approuvant la révision allégée n°1 du PLU en date du 14 juin 2021

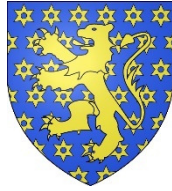
Le Maire

Révision allégée n° 1

Martine RAGEY
Conseil - Urbanisme

martine.ragey-conseil@orange.fr

 **INSTITUT d'ÉCOLOGIE APPLIQUÉE**
Un lien entre biodiversité & aménagement



Commune de
Sully sur Loire



Plan Local d'Urbanisme

1. note de présentation

Martine RAGEY
Conseil - Urbanisme

www.cabinet-ragey.com

PLU approuvé le 21/12/2017

Modification simplifiée n°1 approuvée le 18/07/2019

Modification simplifiée n°2 approuvée le 22/03/2023

Révision allégée n°1 approuvée le 14/06/2021

1.	CONTEXTE ET OBJET DE LA REVISION ALLEGEE.....	3
1.1.	DONNES GENERALES	3
1.2.	LE PLAN LOCAL D'URBANISME	4
1.3.	OBJET DE LA REVISION ALLEGEE.	5
2.	CADRE REGLEMENTAIRE	10
2.1.	CHOIX DE LA PROCÉDURE	10
2.2.	LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	11
3.	CONTENU DE LA REVISION ALLEGEE	12
3.1.	LE PLAN DE ZONAGE actuel.....	12
3.2.	LE PLAN DE ZONAGE MODIFIE	13
3.3.	LE REGLEMENT ECRIT	14
4.	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	20
5.	PIECES DE LA PROCEDURE.....	83

1. CONTEXTE ET OBJET DE LA REVISION ALLEE

1.1. DONNES GENERALES

Situation géographique

La commune de SULLY-SUR-LOIRE, en bord de Loire et aux portes de la Sologne appartient à la région naturelle du Val de Loire.

Deux axes départementaux structurants, la RD 951 (axe Orléans/Gien) et la RD 948 (axe Bourges/Clermont-Ferrand) convergent à SULLY, contribuant à en faire une commune assez bien connectée au reste du territoire.

SULLY SUR LOIRE fait partie du Pays Sologne Val Sud, et est située dans le périmètre du schéma de cohérence territorial approuvé par le PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne le 12 mars 2020.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, suite à la fusion de deux intercommunalités, SULLY SUR LOIRE fait désormais partie de la communauté de communes Val de Sully.

Par sa situation, par le niveau des équipements collectifs, par les activités économiques du territoire, la commune de SULLY SUR LOIRE est un pôle attractif d'un des 26 bassins de vie du département du Loiret.

Citons également l'adhésion de la commune au SICTOM de Châteauneuf-sur-Loire.

Evolution de la population et du logement

Les données de 2017, confirme la tendance observée en 2012 qui a servi de base au diagnostic du PLU.

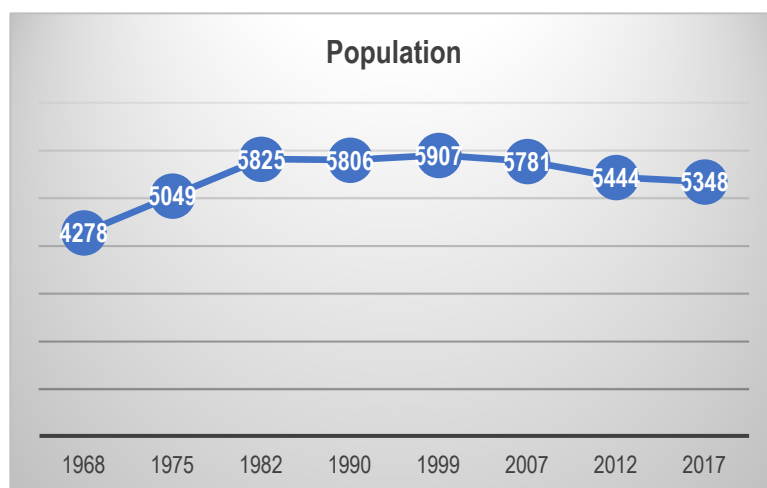
La population de la commune de SULLY SUR LOIRE, baisse en 2017, alors que les communes environnantes affichent

La taille des ménages évolue peu .

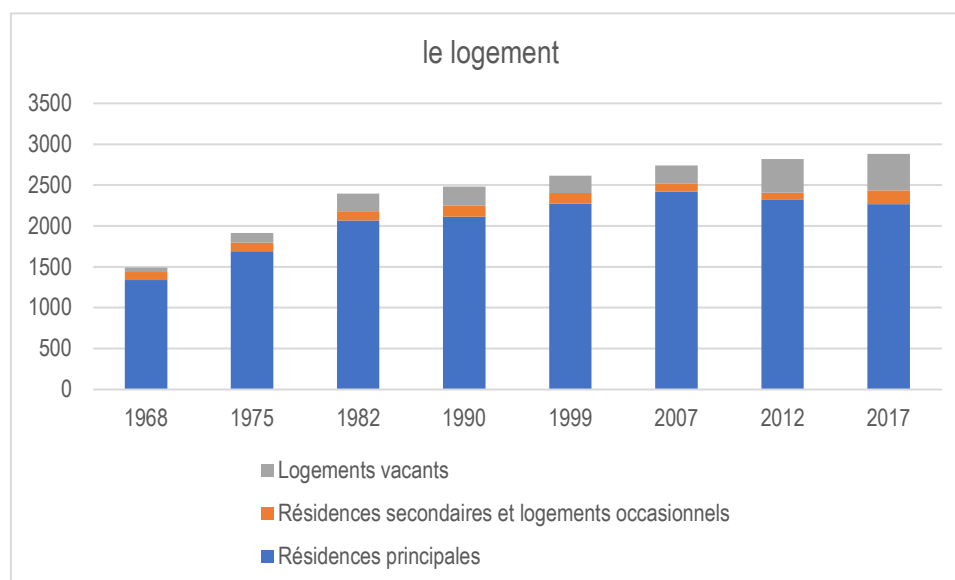
Malgré cela on enregistre en 2017 une augmentation du nombre total de résidences.

Ce sont les logements vacants qui affichent la progression la plus significative.

L'augmentation des résidences secondaires et logements occasionnels doit être interprétée et expliquée.



LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968								
	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Ensemble	1489	1915	2397	2483	2615	2741	2820	2879
Résidences principales	1337	1689	2068	2113	2274	2417	2323	2267
Résidences secondaires et logements occasionnels	99	108	110	137	129	100	84	166
Logements vacants	53	118	219	233	212	224	413	446



L'emploi

EMP T5 - Emploi et activité			
	2007	2012	2017
Nombre d'emplois dans la zone	3842	3540	3501
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	2100	1792	1722
Indicateur de concentration d'emploi	182,9	197,6	203,4
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	51,8	49,5	50,1

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

La diminution du nombre d'emploi peut être plus ou moins directement liée à celle du nombre d'habitants. On note toutefois la bonne valeur de l'indicateur de concentration d'emploi.

Parmi les analyses présentées par le PLU de 2017 dans le diagnostic, les données qui précèdent sont parmi celles qui méritent le plus d'être actualisées compte tenu de l'ancienneté des chiffres initiaux (2012).

1.2. LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Le plan local d'urbanisme de la commune de SULLY SUR LOIRE a été approuvé le 21 décembre 2017.

Il a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée par le conseil municipal le 18 juillet 2019.

Le projet d'aménagement et de développement durable définit de façon générale les grandes orientations du développement de la commune, ainsi que les protections à édicter.

Il s'agit globalement de renforcer l'attractivité de la commune. Le PADD cite quelques équipements à réaliser pour atteindre cet objectif, sans toutefois donner une liste exhaustive.

Il est dit par ailleurs dans le dossier du PLU que les équipements collectifs sont suffisants, car ils ont été construits à une époque où la population communale était plus importante qu'actuellement.

Ce n'est donc pas la croissance retenue pour la décennie à venir qui va imposer de grands ajustements sur ce point.

Il reste que cette disposition ne s'applique pas aux équipements à vocation intercommunale qui seraient édifiés à SULLY SUR LOIRE pour des raisons de localisation et d'accès.

1.3. OBJET DE LA REVISION ALLEGEE.

La déchèterie actuelle

La commune de SULLY SUR LOIRE compte, parmi les équipements une déchèterie située Chemin de Pisseloup au sud du territoire communal.

Les installations occupent un terrain de 2500 m² environ et comprennent 5 quais. L'ensemble est compact et ne peut pas s'agrandir sur les terrains voisins. C'est un site sans évolution possible.

Au PLU, le site est classé en secteur Ui.



Les déchèteries proches



En se limitant aux déchèteries situées au sud de la Loire ce sont Vienne-en Val et Cerdon qui sont les plus proches. Ces deux installations n'ont toutefois rien de comparable.

La déchèterie de CERDON et son accès



La déchèterie de VIENNE EN VAL

Une installation récente, avec une dizaine de quais, des bâtiments et des circulations adaptés, un bassin de retenue des eaux pluviales.


Le tout sur un terrain d'environ 9000 m² situé dans la zone d'activités de Saint-Germain, à l'écart de toute zone d'habitation.



Les déchets acceptés dans les déchèteries du SICTOM.

Les déchets acceptés sur les déchèteries du SICTOM


 DÉCHETS VERTS	Branchages, tailles, élagage, tontes, feuillages.	 BOIS	Palettes, cagettes, planches, contreplaqué, bois de charpente (Benne bois à Bellegarde Lorris, Ouzouer-sur-Loire et Vienne-en-Val. Sur les autres déchèterie, le bois sera trié en tout venant)	 CARTOUCHES ENCRE												
 CARTONS	Propres, pliés et aplatis.	 MÉTAUX	Tout type de métaux	 BATTERIES												
 DÉBLAIS / GRAVATS	Cailloux, béton (non armé), parpaing, carrelage, ardoise, déblais, terre végétale...	 DEEE	Appareils électriques : gros électroménagers (réfrigérateurs, lave vaisselle, lave-linge...) écrans, petit électroménager (fer à repasser, grille-pain, sèche cheveux), bricolage, jouets, etc.	 PILES ET ACCUMULATEURS												
 TOUT-VENANT	Literie, plaque, isolant, moquette, verre (fenêtre, vitre)...	<h3>Les déchets interdits</h3> <table><tbody><tr><td>Ordures ménagères</td><td>Déchets liquides</td></tr><tr><td>Médicaments</td><td>Cadavres d'animaux</td></tr><tr><td>Explosifs, munitions</td><td>Déchets de soin, déchets hospitaliers</td></tr><tr><td>Amiante et déchets contenant de l'amiante</td><td>Carrosseries, blocs moteur</td></tr><tr><td>Déchets radioactifs</td><td>Pneumatiques*</td></tr><tr><td>Bouteilles de gaz / Extincteurs</td><td>Souches et troncs d'arbres diamètre > 15 cm*</td></tr></tbody></table> <p>* sauf lors des collectes exceptionnelles</p>			Ordures ménagères	Déchets liquides	Médicaments	Cadavres d'animaux	Explosifs, munitions	Déchets de soin, déchets hospitaliers	Amiante et déchets contenant de l'amiante	Carrosseries, blocs moteur	Déchets radioactifs	Pneumatiques*	Bouteilles de gaz / Extincteurs	Souches et troncs d'arbres diamètre > 15 cm*
Ordures ménagères	Déchets liquides															
Médicaments	Cadavres d'animaux															
Explosifs, munitions	Déchets de soin, déchets hospitaliers															
Amiante et déchets contenant de l'amiante	Carrosseries, blocs moteur															
Déchets radioactifs	Pneumatiques*															
Bouteilles de gaz / Extincteurs	Souches et troncs d'arbres diamètre > 15 cm*															



TOUT-VENANT INCINERABLE


Plastiques (hors emballages recyclages et hors plastiques entrés en contact alimentaire), polystyrène, tissus, caoutchouc, cartons souillés...

→ **Uniquement sur les déchèteries de Lorris, Vitry-aux-Loges, Ouzouer-sur-Loire, Bellegarde et Vienne-en-Val.** (Sur les autres déchèteries, ces déchets seront acceptés en tout-venant)



HUILES DE VIDANGE


→ **Uniquement sur les déchèteries de Bellegarde, Bray-Saint-Aignan, Châteauneuf-sur-Loire, Jargeau, Lorris, Ouzouer-sur-Loire, Sully-sur-Loire, Vienne-en-Val et Vitry-aux-Loges.**



DÉCHETS DIFFUS SPECIFIQUE (DDS)

Peintures, solvants, acides, bases, huiles de friture, produits phytosanitaires, colorants et teintures...

→ **Uniquement sur les déchèteries de Châteauneuf-sur-Loire, Jargeau, Bray-Saint-Aignan, Vitry-aux-Loges, Lorris, Ouzouer-sur-Loire, Bellegarde et Vienne-en-Val.**




MOBILIER

Tous les meubles usagés

→ **Uniquement sur les déchèteries de Bellegarde, Châteauneuf-sur-Loire, Jargeau, Lorris, Ouzouer-sur-Loire, Vienne-en-Val et Vitry-aux-Loges.** (Sur les autres déchèteries, ces déchets seront acceptés en tout-venant ou dans la benne métaux)

Les bennes Réemploi



RÉUTILISATION REEMPLOI

Bennes réemploi de vélos :

Sur les déchèteries de :

→ Ouzouer-sur-Loire (en partenariat avec l'association HADEC)


→ Jargeau (en partenariat avec l'association 1-Terre Actions)

→ Vitry-aux-Loges : en partenariat avec l'association Châteauneuf-sur-Loire en Transition

Bennes réemploi d'objets (mobiliers, vaisselle, outils, décoration, jeux/jouets, livres, appareils électriques, etc.)

Sur la déchèterie de Lorris (en partenariat avec l'association L'Art en Sens – Recyclerie créative de Châtillon-Coligny)

► **Le gardien se tient à votre disposition pour vous orienter et faciliter le tri de vos déchets sur les déchèteries**



Plus d'informations sur www.sictom-chateauneuf.fr rubrique *Guide des déchets*

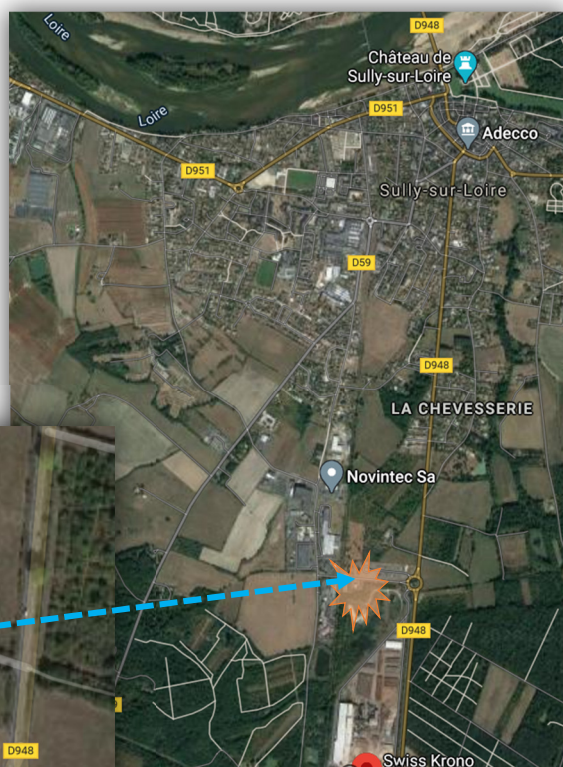
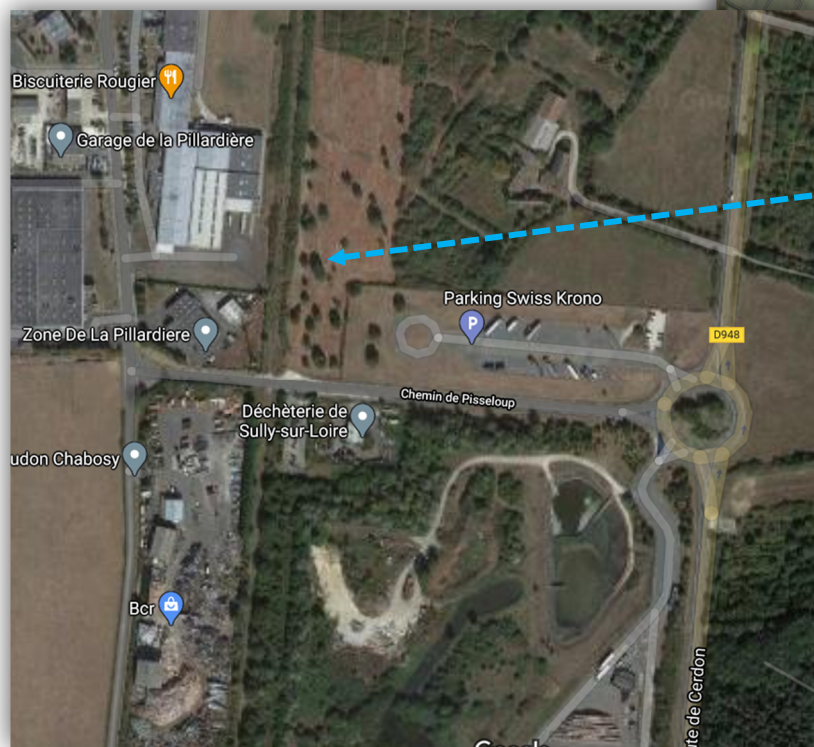
On constate que certains déchets ne sont pas acceptés à Sully et à Cerdon. Ce sont notamment les peintures, solvants, produits phytosanitaires, les huiles de vidange.

D'autres déchets sont toutefois acceptés mais en « tout-venant », tels que les meubles usagés, les plastiques, le bois...

Permettre la création d'une nouvelle déchèterie à SULLY-SUR-LOIRE

Au vu de ces éléments, il apparaît clairement que la déchèterie de Sully-sur-Loire doit se moderniser, sa situation représentant un atout majeur pour les communes et les sites d'activités proches

Devant l'impossibilité constatée d'un développement moderne sur un site trop exigu, la communauté de communes Val de Sully et le SICTOM optent pour un site nouveau, très proche du précédent.



Les terrains sont actuellement classés en secteur Ui et N. Il est donc nécessaire de classer l'ensemble en secteur Ui autorisant spécifiquement la réalisation d'une déchèterie.

La surface impactée prend en compte le programme suivant :

- Réalisation de quais pour 11 bennes au moins.
- Création de bâtiments pour recevoir certains produits, non admis pour l'instant
- Locaux administratifs et techniques
- Bassin de rétention

2. CADRE REGLEMENTAIRE

2.1. CHOIX DE LA PROCÉDURE

Article L153-31 du C.U :

Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1) Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2) Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3) Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4) Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- 5) Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté

Article L153-34 du C.U :

Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

- 1) **La révision a uniquement pour objet de réduire** un espace boisé classé, une zone agricole ou **une zone naturelle et forestière** ;
- 2) La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- 3) La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;
- 4) La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint.

Par ailleurs, l'évaluation environnementale de la révision allégée du PLU est obligatoire.

Article R104-9 du code de l'urbanisme :

«Les plans locaux d'urbanisme, dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision ;

3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31.»

2.2. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

1-PRESCRIPTION

- 1.1** Délibération du conseil municipal ou de L'EPCI (L.153-11 et L.103-2 et s.)
 - prescrivant la révision du PLU(i)
 - définissant les objectifs poursuivis ;
 - et fixant les modalités précises de concertation
- 1.2** Mesures de publicité : affichage en mairie et insertion dans la presse (R.153-21)
- 1.3** Notification de la délibération aux personnes publiques associées (L.153-11)
- 1.4** Évaluation environnementale.

ÉTUDE – ASSOCIATION CONCERTATION

Phase de travail plus ou moins longue selon l'objet de la révision allégée pendant laquelle les modalités de concertation sont mises en œuvre, ainsi que l'association ou la consultation des personnes publiques.

2 – ARRET-PROJET

- 2.1** Délibération tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet (L.153-14)
- 2.2** Réunion d'examen conjoint (L.153-34) et consultation d'autres PPA : le PV de séance vaut avis des PPA et figure au dossier d'enquête

3 – ENQUÊTE PUBLIQUE

- 3.1** Saisine du tribunal administratif
- 3.2** Arrêté de mise à l'enquête
- 3.3** Mesures de publicité

4 – APPROBATION

- 4.1** Délibérant approuvant le projet éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, de l'avis des PPA (L.153-21)
- 4.2** Mesures de publicité : affichage siège EPCI et mairie et insertion dans la presse (R.153-21)
- 4.3** Caractère exécutoire du PLU
- 4.4** Diffusion du dossier

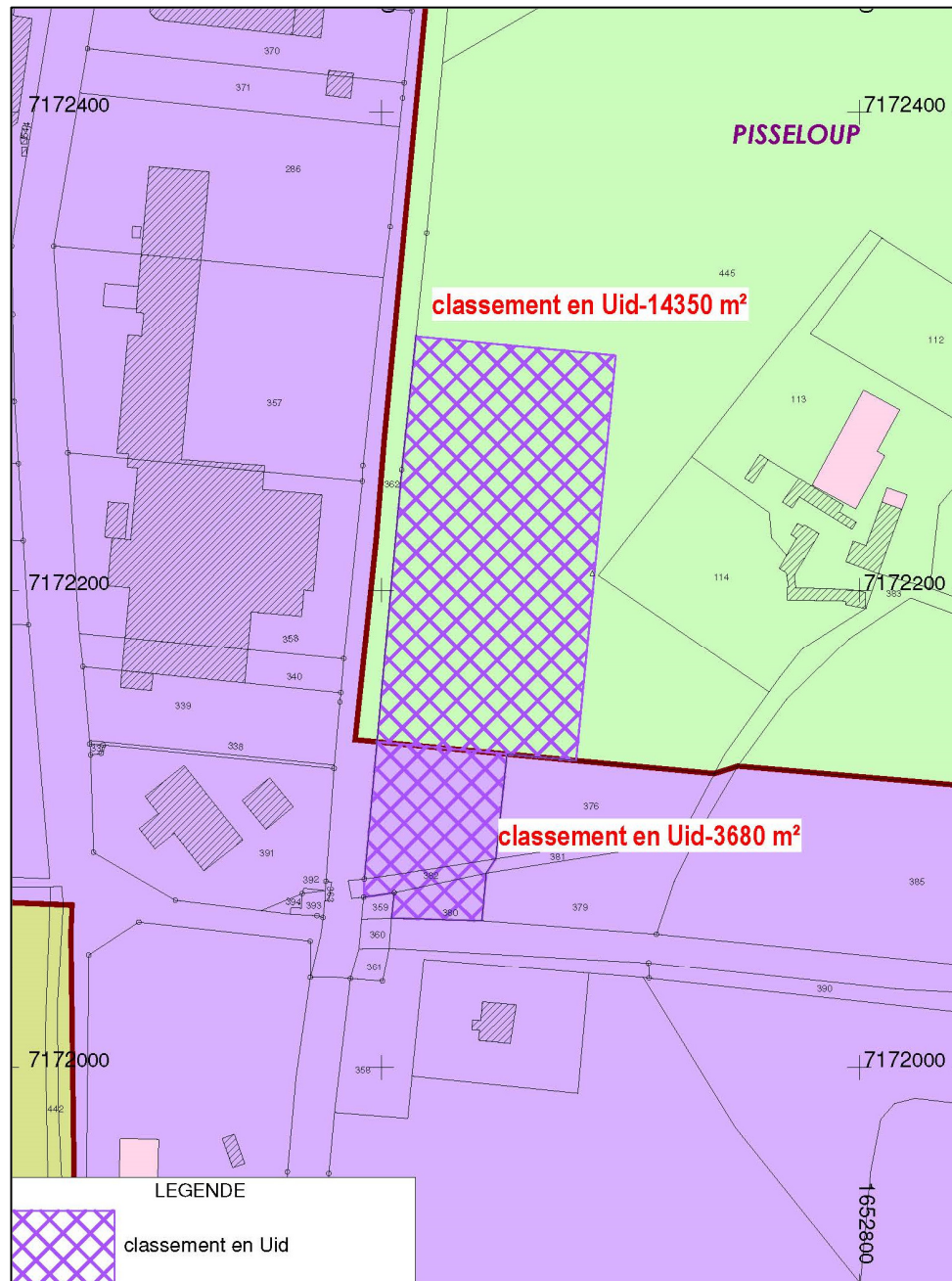
La commune de SULLY SUR LOIRE a engagé la révision allégée par délibération en date du 29 janvier 2020.

3. CONTENU DE LA REVISION ALLEE

3.1. LE PLAN DE ZONAGE actuel



3.2. LE PLAN DE ZONAGE MODIFIE



3.3. LE REGLEMENT ECRIT

Le règlement du PLU de la ville de SULLY SUR LOIRE a fait l'objet d'une modification simplifiée.

Dans la version initiale, le règlement de la zone U traitait les différents secteurs article par article. Pour une meilleure lisibilité il a été choisi de rédiger les règles secteur par secteur.

Le règlement de la zone Ui n'a pas été modifié dans le cadre de la procédure évoquée, hormis deux corrections d'erreurs matérielles, sans incidence sur les dispositions réglementaires elles-mêmes.

Dans ce qui suit afin de prendre en compte le projet de déchèterie, des dispositions ont été ajoutées ou modifiées.

REGLEMENT DE LA ZONE Ui

Chapitre 1- Destination des constructions, usage des sols et nature d'activité

Ui I-1) DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Les destinations et sous-destinations non visées à l'article 1.2 suivant, sont admises sans réserve particulière, hormis celles liées au PPRI pour les secteurs situés en zone inondable.

Ui I-2) INTERDICTION ET LIMITATIONS DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS

Ui I-2.1) Sont interdites les destinations et sous-destinations suivantes

- Le stationnement de plus de trois mois de caravane.
- Les terrains de camping et de caravanage.
- Les habitations légères de loisirs.
- Les parcs d'attractions permanents et les installations de loisirs
- Les carrières.
- Les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets tels que pneus usés, vieux chiffons, ordures, véhicules désaffectés.
- Les garages collectifs de caravane
- Les constructions et installations agricoles.
- L'habitation sous réserve des dispositions de l'article Ui I-2.2
- **Toute destination autre que la déchèterie et l'ensemble des installations nécessaires à son fonctionnement en secteur Uid.**

Ui I-2.2) Sont limitées les destinations et sous-destinations suivantes

Sont autorisées sous conditions et sous réserves du respect des règles du PPRI :

- **La déchèterie et ses installations sous réserve d'être implantées en secteur Uid**
- Les affouillements et exhaussements de sol doivent être liés à des travaux de construction et d'aménagement d'espaces ainsi que pour les équipements d'intérêt collectif et services publics.
- Les constructions à usage d'habitation sous réserve :
 - qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et des services généraux de la zone.
 - qu'elles soient intégrées ou accolées au bâtiment d'activité.

Ui I-3) MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

Il n'est pas fixé de règles.

Chapitre 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Ui II-1) VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Ui II-1.1) Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées en respectant un recul minimum de 10m par rapport à l'alignement.

Exceptions :

Une implantation différente peut être admise ou imposée :

- pour assurer une cohérence avec les constructions existantes sur le terrain ou les terrains voisins;
- en cas de reconstruction après sinistre;
- en cas d'extension de bâtiments existants non conforme à la présente règle, sans toutefois aggraver la non conformité
- pour des constructions inférieures à 25 m² de surface de plancher;
- pour permettre la réalisation d'ouvrages d'utilité publique ou d'ouvrages publics de faible emprise tels les transformateurs;
- le long des routes départementales en fonction des règles de recul imposées par le type de la voie.

Ui II-1.2) Implantation par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées en respectant un recul minimum de 5m par rapport aux limites séparatives.

Ce recul est porté à 10 m en secteur Uid

- **Exceptions non applicables en secteur Uid:**
 - Dans le cas d'une extension d'un bâtiment existant, les dispositions peuvent ne pas s'appliquer
 - Dans le cas d'une reconstruction après sinistre.

Ui II-1.4) Hauteur maximale des constructions

La hauteur se mesure à partir du sol existant avant les travaux d'affouillement et d'exhaussement nécessaire à la réalisation du projet

Les ouvrages techniques, cheminées, roof-tops (unité de climatisation en toiture), antennes...ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur.

La hauteur maximum de la construction est limitée

- **A 10 m en secteur Uid**
- à 18 m **dans le reste de la zone.**

Exceptions :

Ces règles ne s'appliquent pas :

- dans le cas d'un aménagement ou d'une extension d'un bâtiment existant, sous réserve de ne pas dépasser la volumétrie existante;
- dans le cas de construction d'équipements publics ou privés d'intérêt général;
- pour les ouvrages techniques (cheminées, antennes,...).

Ui II-1.5) Emprise au sol

L'emprise au sol n'est pas règlementée

Ui II-2) QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Dispositions générales

1. Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.
2. L'application de cette disposition interdit tout type de modénature (colonnes notamment) qui serait étrangère à l'architecture régionale.
3. Les règles édictées dans les paragraphes suivants pourront faire l'objet d'adaptations pour les architectures contemporaines et les constructions mettant en œuvre des procédés technologiques performants en matière environnementale (habitat à énergie passive, maisons à énergie positive, maison bois, projet innovant etc...).
4. Les bâtiments, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter à la morphologie du terrain naturel, sans modification importante du relief de celui-ci.
5. La construction, l'extension ou la réhabilitation de bâtiments d'activité, doivent s'inscrire en cohérence avec le site dans lequel le projet s'implante (formes et volumes des bâtis existants, sensibilités paysagères).

Clôtures:

Sous réserve des dispositions du PPRI les clôtures sont ajourées en tout ou partie.

La hauteur maximale est fixée à 2 m par rapport au niveau moyen du trottoir.

Une hauteur plus importante peut être admise en fonction du type d'activités et de contraintes de sécurité.

Ui II-3) TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

Pour des raisons phytosanitaires et de cohérence paysagère, les haies mono-spécifiques de persistants sont interdites.

En secteur Uid l'espace planté (avec ou sans stationnement) en bordure des voies existantes doit avoir au moins 5 m de large, et des écrans végétaux doivent être réalisés en limite avec la zone naturelle.

Dans le reste de la zone :

- Les bâtiments industriels doivent être séparés des zones urbaines par des rideaux d'arbres de hauts jets sur une largeur de 5m minimum.

Les espaces libres en bordure des voies doivent être traités en espaces verts ou parkings plantés; l'espace planté et gazonné devra être au moins égal à 10% de la superficie du terrain.

Ui II-4) STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations en ce qui concerne les véhicules de service, les véhicules du personnel et les véhicules des visiteurs, doit être assuré en dehors des voies publiques et soustrait au maximum de la vue du public par un espace vert planté.

Stationnement des vélos :

- Pour les locaux professionnels : un emplacement pour deux emplois.

Chapitre 3 - Equipements et réseaux

Ui III-1) DESSERTES PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES

Règle générale :

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies en impasse sans possibilité de retournement, et desservant plus de deux habitations sont interdites.

Sont inconstructibles les terrains qui ne sont pas desservis par une voie publique ou privée ouverte à la circulation automobile.

Cette voie doit permettre l'approche et la libre circulation des véhicules privés et publics, afin d'assurer la sécurité des activités et des habitants.

Les voies nouvelles publiques ou privées desservant les lotissements ou ensembles de constructions à usage industriel et les carrefours, doivent être aménagées de manière à permettre l'évolution des véhicules lourds avec remorques.

Les accès d'un établissement, d'une installation ou d'une construction, à partir de voies ouvertes à la circulation publique, doivent être aménagés de telle manière que la visibilité soit assurée et que les véhicules automobiles puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer de manœuvres dangereuses sur la voie.

Les voies privées se terminant en impasse doivent comporter à leur extrémité une placette de retournement d'un gabarit suffisant permettant aux véhicules de toute catégorie d'y faire demi-tour sans marche-arrière.

Des espaces de manœuvre suffisants doivent être aménagés à l'intérieur des parcelles pour permettre les évolutions des véhicules de toute catégorie et leur retournement.

Ui III-2) DESSERTE PAR LES RESEAUX

Généralités :

Tout projet doit respecter les réglementations en vigueur relatives à l'eau potable, à l'assainissement, à l'électricité et à la défense incendie.

Eau Potable :

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau.

Eaux industrielles:

Les installations industrielles doivent être raccordées à un réseau public susceptible de fournir les consommations prévisibles, à moins que les ressources en eaux industrielles puissent être trouvées en accord avec les autorités compétentes.

Assainissement/ Eaux usées :

Toute construction nouvelle doit évacuer ses effluents dans le réseau collectif d'assainissement, s'il existe.

A défaut, les eaux usées seront obligatoirement traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur. Dans le cas où un réseau d'assainissement collectif est prévu à proximité de la construction, le dispositif d'assainissement non collectif devra pouvoir s'y raccorder ultérieurement.

L'évacuation des eaux usées non traitées dans les fossés, cours d'eaux ou égouts d'eaux pluviales est interdite.

L'évacuation des eaux usées industrielles dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un prétraitement.

Eaux pluviales :

En cas d'existence d'un réseau public de capacité suffisante recueillant les eaux pluviales, les aménagements réalisés sur le terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive de l'aménageur ou du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain afin de permettre la collecte, le traitement et la gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans le réseau séparatif d'eaux usées.

Télécommunications- Électricité :

Les branchements et raccordements divers des constructions nouvelles devront être enterrés.

4. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SULLY-SUR-LOIRE



Évaluation Environnementale

AUTEURS DE L'ÉTUDE

Responsable du projet : V. RYCKEBUSCH (chef de projet)
Rédaction et inventaires de terrain : C. SALVAUDON (chef de projet) et S. SERVAN (chargé
d'études)
Rédaction Évaluation environnementale : V. RYCKEBUSCH (chef de projet)
Cartographie : V. VAUCHEY (cartographe)

Institut d'Écologie Appliquée
16 rue de Gradoux
45800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE
Tél : 02 38 86 90 90 - Site internet : www.iea45.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE I : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

5

- I - SYNTHÈSE DES SENSIBILITÉS ET DES ENJEUX LIÉS À LA PROCÉDURE DE RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU DE SULLY-SUR-LOIRE 6
- II - LES INCIDENCES ET MESURES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE MODIFICATION DU PLU 6

CHAPITRE II : ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS PLANS ET PROGRAMMES

8

- PROPOS INTRODUCTIFS : POURQUOI UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ? 9
- I - DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ÊTRE COMPATIBLE 10
 - A - LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) 10
 - B - LE SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET) 16
 - C - LES AUTRES DOCUMENTS 22
- II - DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES QUE LE PLU DOIT PRENDRE EN COMPTE 22
 - A - LES OBJECTIFS DU SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET) 22

CHAPITRE III : ANALYSE DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT : CARACTÉRISATION DES SECTEURS TOUCHÉS PAR LA RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU

24

- I - CARACTÉRISATION DU SECTEUR TOUCHÉ PAR LA RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU 25
- II - ÉVOLUTIONS TENDANCIELLES DE L'ENVIRONNEMENT 31

CHAPITRE IV : ÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

32

- I - ÉVALUATION DES INCIDENCES DES DOCUMENTS DU PLU 33
 - A - PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD) 33
 - B - RÈGLEMENTS ÉCRIT ET GRAPHIQUE 34
- II - ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000 35
 - A - PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION D'INCIDENCES 35
 - B - LES SITES NATURA 2000 PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL 36

CHAPITRE V : PRÉSENTATION DES MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET SI POSSIBLE COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

44

CHAPITRE VI : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU ET DESCRIPTION DES MÉTHODES UTILISÉES POUR RÉALISER L'ÉVALUATION	49
CHAPITRE VII : DESCRIPTION DES MÉTHODES UTILISÉES POUR RÉALISER L'ÉVALUATION	52
I - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL	53
A - RECHERCHE ET COLLECTE DES DONNÉES	53
B - PROSPECTIONS DES FUTURS SECTEURS DE DÉVELOPPEMENT URBAIN	54
II - MISE EN ÉVIDENCE DES IMPACTS DU PROJET	56
ANNEXES : PROFILS PÉDOLOGIQUES	57

CHAPITRE I : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Comme son nom l'indique, ce résumé ne doit pas être trop "technique" et il doit être suffisamment concis, afin de permettre une compréhension rapide du dossier par le plus grand nombre. Pour plus de détails, le lecteur se reportera au dossier ci-avant.

I - SYNTHÈSE DES SENSIBILITÉS ET DES ENJEUX LIÉS À LA PROCÉDURE DE RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU DE SULLY-SUR-LOIRE

Sur la base de l'état initial de l'environnement du secteur voué à accueillir la future déchetterie intercommunale, réalisé à partir d'une analyse bibliographique et de prospections de terrain (inventaires naturalistes), aucune sensibilité environnementale majeure n'a été détectée pour l'une ou plusieurs des thématiques environnementales suivantes :

- Paysage ;
- Biodiversité et habitats naturels ;
- Continuités écologiques ;
- Risques naturels ;
- Risques technologiques ;
- Nuisances ;
- Pollutions ;
- Ressource en eau ;
- Consommation d'espaces ;
- Air, énergie.

Toutefois, comme tout projet d'aménagement, en particulier sur un site vierge de construction et d'activités comme c'est le cas ici, l'urbanisation programmée soulève des enjeux environnementaux. Au regard des faibles sensibilités environnementales recensées sur et à proximité immédiate du secteur, les enjeux environnementaux à étudier dans le cadre de cette révision allégée du PLU sont :

- La préservation de la ressource en eau potable ;
- La gestion efficace des eaux pluviales et usées ;
- L'intégration optimale, notamment paysagère, du futur projet d'aménagement (déchetterie) ;
- La prise en compte des nuisances liées à l'activité créée.

II - LES INCIDENCES ET MESURES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE MODIFICATION DU PLU

Bien que la commune présente un certain nombre de sensibilités (Paysage, Continuités écologiques, Risques naturels liés aux inondations, etc.) et d'enjeux environnementaux, le site retenu pour accueillir la future déchetterie intercommunale est peu assujéti aux sensibilités environnementales recensées (ex : absence de risque d'inondation, hors site Natura 2000, etc.). Toutefois, comme tout projet d'aménagement urbain, la création de la déchetterie génère nécessairement des incidences négatives sur l'environnement. L'objectif de cette évaluation environnementale est d'évaluer si ces incidences négatives sont significatives et si la séquence "Éviter-Réduire-Compenser" a été suffisamment bien appliquée afin de déterminer le projet de moindre impact.

La principale incidence environnementale identifiée est la consommation de 18 030 m² de surface dont 14 350 m² d'espaces naturels. Néanmoins, il a été démontré par le biais d'une expertise écologique sur le site (étude de la faune, de la flore, des habitats naturels) que les milieux naturels et espèces recensés ne présentent aucun enjeu significatif (enjeu nul à faible) en termes de biodiversité. De plus, au regard des habitats naturels rencontrés et de la nature du sous-sol, aucune zone humide n'a été identifiée. Enfin, malgré la proximité de plusieurs sites Natura 2000 ("*Sologne*", "*Vallée de la Loire de Tavers à Belleville-sur-Loire*", "*Vallée de la Loire du Loiret*") à l'intérêt écologique reconnu, la présence de milieux naturels peu qualitatifs sur le site ainsi que l'absence de continuités écologiques fonctionnelles ne permet de considérer ce site comme intégré à la Trame Verte et Bleue communale ni en interaction avec les sites Natura 2000 de proximité.

D'autres enjeux environnementaux ont été soulevés (gestion des eaux usées, intégration paysagère des futures constructions dans le paysage, etc.). Les prescriptions qui ont été définies dans le règlement écrit assurent d'éviter ou, à défaut, de réduire les incidences résiduelles négatives. En effet, des mesures d'évitement associées à la localisation du site (ex : hors zone à risque d'inondation par débordement de cours d'eau, hors zone de sensibilité paysagère, relié à une station d'épuration conforme à la réglementation en vigueur) ou de réduction liées à l'imposition d'un recul des constructions par rapport aux limites séparatives, à la limitation de la hauteur des bâtiments, à l'implantation d'un espace planté en bordure de voie et d'écrans végétaux en limite de zones naturelles, assurent une prise en compte d'éventuelles incidences négatives significatives.

Globalement, au regard des incidences potentielles négatives recensées et des mesures d'évitement ou de réduction mises en place, aucun impact négatif significatif pour l'environnement n'a été retenu pour la présente procédure de révision allégée du PLU de Sully-sur-Loire.

CHAPITRE II : ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS PLANS ET PROGRAMMES



PROPOS INTRODUCTIFS : POURQUOI UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ?

Conformément à l'article R.122-20 du Code de l'environnement, le rapport d'évaluation environnementale comprendra :

- Un **résumé non technique** des informations prévues ci-dessus et la **description de la manière dont l'évaluation a été effectuée**.
- Une **présentation résumée des objectifs du PLU**, de son **contenu** et de son **articulation avec d'autres plans et documents** visés à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement et les documents d'urbanisme avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;
- Une **analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution** exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet ;
- Une analyse exposant :
 - les **effets notables probables** de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages ;
 - **L'évaluation des incidences Natura 2000** prévue aux articles R.414-21 et suivants du Code de l'environnement ;
- L'exposé des **motifs pour lesquels le projet a été retenu** au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les **raisons qui justifient le choix opéré** au regard des autres solutions envisagées ;
- La présentation des **mesures envisagées** pour éviter, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du PLU sur l'environnement
- Une description de la **méthodologie** d'analyse des éventuels impacts sur l'environnement ainsi qu'une présentation des **mesures de suivi** retenues.

➤ Intérêt d'une évaluation environnementale

Une évaluation environnementale est prescrite à partir du moment où un plan, un programme, et notamment ceux fixant le cadre de décisions ultérieures d'autorisation d'aménagement et d'ouvrages, est susceptible de porter atteinte à l'environnement et/ou à un site Natura 2000.

Un Plan Local d'Urbanisme est directement concerné par cette réglementation.

Les étapes nécessaires à cette évaluation environnementale sont les suivantes :

- Rédaction d'un rapport environnemental (le document complet étant le rapport de présentation),
- La consultation de l'autorité environnementale,
- La mise à disposition, pour le recueil des observations du public, du rapport environnemental et des avis de l'autorité environnementale dans le dossier de consultation du public,
- La mise en place d'un suivi environnemental.

L'évaluation doit être conçue comme un processus d'amélioration du programme. Ainsi, elle permet d'identifier les incidences notables négatives sur l'environnement puis de les réduire, le cas échéant, en proposant des mesures correctrices.

Cependant, elle doit se limiter à une évaluation des incidences du PLU sur l'environnement, et notamment des incidences négatives. Elle n'est pas là pour juger de l'efficacité du PLU ni des objectifs qu'il affiche.

Le présent chapitre a pour objectif de décrire l'articulation de la révision allégée du PLU de Sully-sur-Loire avec les documents mentionnés aux articles L.131-1 à L. 131-8 du Code de l'Urbanisme avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

I - DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ÊTRE COMPATIBLE

Conformément à l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme, le PLU doit être compatible avec :

- Les schémas de cohérence territoriale,
- Les schémas de mise en valeur de la mer,
- Les plans de déplacements urbains,
- Les programmes locaux de l'habitat,
- Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodrômes.

"Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers sont, si nécessaire, rendus compatibles ou les prennent en compte dans un délai de trois ans" (Article L.131-7 du Code de l'Urbanisme).

A - LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) ont remplacé les schémas directeurs, depuis la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000.

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document d'urbanisme et de planification stratégique intercommunale qui vise à coordonner les politiques sectorielles d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'environnement et d'équipements commerciaux.

Le SCoT doit respecter les grands principes du développement durable inscrits à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme : principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ; principe de respect de l'environnement.

Les lois Grenelle (2009 et 2010), la loi pour l'Accès au logement et un Urbanisme Renouvelé ALUR (2014) et la loi portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (23/11/18) ont renforcé et ajusté les objectifs du SCoT.

Le territoire de la Communauté de Communes du Val de Sully (C.C. du Val de Sully) est couvert par le Schéma de Cohérence Territoriale des territoires ruraux de l'Orléanais porté par le PETR Pays Forêt d'Orléans - Loire Sologne et approuvé en date du 12/03/2020 lors du Comité syndical.

Les principales orientations du SCoT approuvé dont la présente révision allégée doit assurer la compatibilité sont les suivantes :



Objectifs	Compatibilité de la révision allégée du PLU de Sully-sur-Loire avec le SCoT du Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire
Partie 1 - Garantir le bon fonctionnement écologique et valoriser les qualités paysagères du territoire	
<p>1. Préserver les composantes de la Trame Verte et Bleue (TVB)</p> <p>- Continuité écologique n°12 "à conforter" : <i>"Lors de la définition de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, les continuités à conforter seront évitées"</i> (Prescription n°9)</p> <p>- Zones humides : <i>"Une expertise (zones humides) devra à minima être réalisée sur l'ensemble des secteurs qui pourraient faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation ou d'aménagements susceptibles d'avoir des impacts importants"</i> (Prescription n°13)</p>	<p>La présente procédure de révision allégée du PLU ne génère pas d'incidences sur les réservoirs de biodiversité et évite toute dégradation des milieux les plus sensibles (hors périmètre N2000, ZNIEFF ou APPB, procédure d'évitement des habitats ou espèces d'intérêt communautaire, non suppression de continuités écologiques). Le projet évite également la continuité écologique n°12 identifiée dans le DOO du SCoT. Ainsi, cette procédure d'évolution du PLU n'affecte pas la TVB déclinée localement à l'échelle du SCoT.</p> <p>Des inventaires de terrain (faune, flore, habitats) ainsi qu'une étude de caractérisation des zones humides ont été réalisés sur le périmètre d'implantation de la future déchetterie (1,8 ha environ). Plus précisément, ces inventaires ont été menés sur un périmètre élargi (2,2 ha environ).</p> <p>De plus, la séquence "éviter, réduire, compenser" a été appliquée dans cette procédure.</p>
<p>2. Améliorer la préservation de la biodiversité en milieux urbain et agricole</p>	<p>Le secteur sélectionné pour accueillir le présent projet de réalisation d'une déchetterie est situé en au Sud-Ouest de la zone d'activités de la Pillardière. Cette zone d'activités est détachée du bourg de Sully-sur-Loire. Le secteur d'implantation de la déchetterie correspond à une zone naturelle au contact d'un espace urbanisé à vocation économique. Les inventaires de terrain (faune, flore, habitats naturels et zones humides) n'ont révélé que des enjeux non significatifs (faibles à nuls). De plus, le règlement écrit du sous-secteur Uid, créé pour permettre la réalisation du projet de déchetterie, impose certaines dispositions visant à réduire les éventuelles conséquences de cette urbanisation (ex : retrait des constructions, réalisation d'espace planté et écrans végétaux).</p>
<p>3. Préserver et valoriser les identités paysagères du territoire</p>	<p>L'ensemble du territoire communal de Sully-sur-Loire, à l'exception des secteurs situés en zone de protection du site UNESCO Val de Loire, est inclus dans la zone tampon adjointe à ce site. Le secteur de projet est inscrit au sein de cette zone tampon.</p> <p>Au regard de sa localisation, nettement en retrait du Val de Loire, aucune vue exceptionnelle, vue remarquable ou co-visibilité d'intérêt n'a été identifiée sur le secteur de projet. L'urbanisation projetée s'inscrit dans la typologie et l'ambiance urbaine de la zone d'activité économique existante, située à l'écart du bourg.</p>

	De plus des dispositions réglementaires ont été ajoutées au règlement écrit du sous-secteur Uid créé afin d'optimiser l'intégration paysagère de la future déchetterie dans son environnement (ex : espace planté, écrans végétaux, limitation de la hauteur des futures constructions).
Partie 2 - Prendre appui sur une armature urbaine solidaire et équilibrée pour organiser le développement urbain et les mobilités	
1. Affirmer les pôles urbains et structurer l'espace rural et périurbain Sully-sur-Loire est identifié en tant que "Polarité majeure" au sein du SCoT : <i>"Sur ces polarités majeures, il s'agira (...) de conforter l'existant et de renforcer les fonctions centrales (commerces, parc de logements diversifiés dont une part locative, équipements médicaux, culturels, sportifs, services, activités...), par un principe de renouvellement urbain et en permettant une extension de l'urbanisation"</i>	La construction d'une nouvelle déchetterie à vocation intercommunale, sur le territoire communal de Sully-sur-Loire, est compatible avec le SCoT puisque cette décision privilégie l'accueil d'un nouvel équipement public sur un territoire identifié comme "Polarité majeure" à l'échelle de la C.C. du Val de Sully. En raison d'une problématique de disponibilité foncière, il a été privilégié la réalisation d'une nouvelle déchetterie plutôt que l'extension de celle existante lui faisant face.
2. Organiser l'offre de mobilité en cohérence avec l'armature urbaine	La présente procédure n'engendre pas d'effet direct sur la mobilité en ce sens que la nouvelle déchetterie se localise face à celle existante. Sa desserte reste quasi-identique (chemin de Pisseloup).
Partie 3 - Favoriser l'attractivité économique et résidentielle du territoire	
1. Poursuivre une stratégie économique ambitieuse, des filières locales à l'économie de proximité en préservant son agriculture	La présente procédure d'évolution du PLU ne concerne pas d'espaces à vocation agricole.
2. Développer une offre résidentielle adaptée aux besoins des populations	La présente procédure n'apporte pas d'éléments contradictoires à la réalisation des objectifs développés sous ce chapitre.
3. Renforcer l'offre en équipements et services à la population Prescription n°54 : <i>"Pour accompagner le développement résidentiel sur le territoire du PETR, le SCoT intègre une programmation foncière de l'ordre de 40 hectares sur 20 ans" soit "CC du Val de Sully (10 %) : 4 hectares"</i>	La superficie du sous-secteur Uid créé par la présente procédure d'évolution du PLU est d'environ 1,8 ha. En réalité, 3 700 m ² environ de cette superficie sont déjà classés en zone urbaine (secteur Ui : secteur urbain industriel). L'enveloppe foncière de 4 ha octroyée à la CC du Val de Sully pour son développement en équipements et services n'ayant pas encore été utilisée, la consommation foncière générée par la création du sous-secteur Uid est donc compatible avec le SCoT.
Partie 4 - Réduire les impacts des projets de développement sur la consommation foncière	
1. Optimiser les enveloppes urbaines existantes	La carte n°11 du DOO du SCoT identifie le secteur de projet au sein de la zone d'activité existante communale de plus de 50 ha ("Z.A. de la Pillardière"). Ainsi, la réalisation du projet de déchetterie n'implique pas la création d'une nouvelle zone d'activités économiques.

<p>2. Permettre un développement résidentiel économe en foncier</p> <p>Prescription n°63 : <i>"Les secteurs d'activités à privilégier seront notamment les activités commerciales et de service, les administrations publiques, les équipements de service public, (...) "</i>.</p> <p>Prescription n°64 : <i>"Les zones d'activités économiques existantes ou à créer sont les localisations préférentielles pour les nouvelles implantations"</i></p>	<p>En tant qu'équipement de service public, cette déchetterie intercommunale répond bien aux exigences de la prescription n°63 du DOO.</p> <p>Bien que la procédure d'ouverture à l'urbanisation génère une consommation d'espaces naturels, celle-ci correspond à l'urbanisation d'une zone localisée dans le prolongement de la zone d'activités existante. Il s'agit d'un épaississement de la zone d'activités de la Pillardière existante. De plus, 3 680 m² ha environ de cette superficie sont déjà classés en zone urbaine (Ui : secteur urbain industriel).</p>
<p>3. Organiser un développement économique économe en foncier</p>	
<p>Partie 5 - Mettre en place un projet durable intégrant les enjeux environnementaux</p>	
<p>1. Préserver les ressources en eau</p>	<p>La présente procédure de révision allégée du PLU prévoit un développement urbain maîtrisé en adéquation avec les ressources en eau potable délivrée par le captage d'alimentation en eau potable communal.</p>
<p>2. Favoriser la transition énergétique</p>	<p>Non concerné par la présente procédure</p>
<p>3. Maîtriser les risques et gérer les nuisances</p>	<p>S'agissant des nuisances sonores, visuelle ou olfactives pouvant être attribuées à ce type d'équipement, son implantation au sein d'une zone d'activités économique, à l'écart des secteurs résidentiels, s'avère judicieux car il limite fortement les désagréments sur le voisinage.</p> <p>Concernant les risques naturels ou technologiques, le site sélectionné pour accueillir la future déchetterie s'inscrit en dehors de tous risques majeurs (voir le détail au chapitre III).</p>

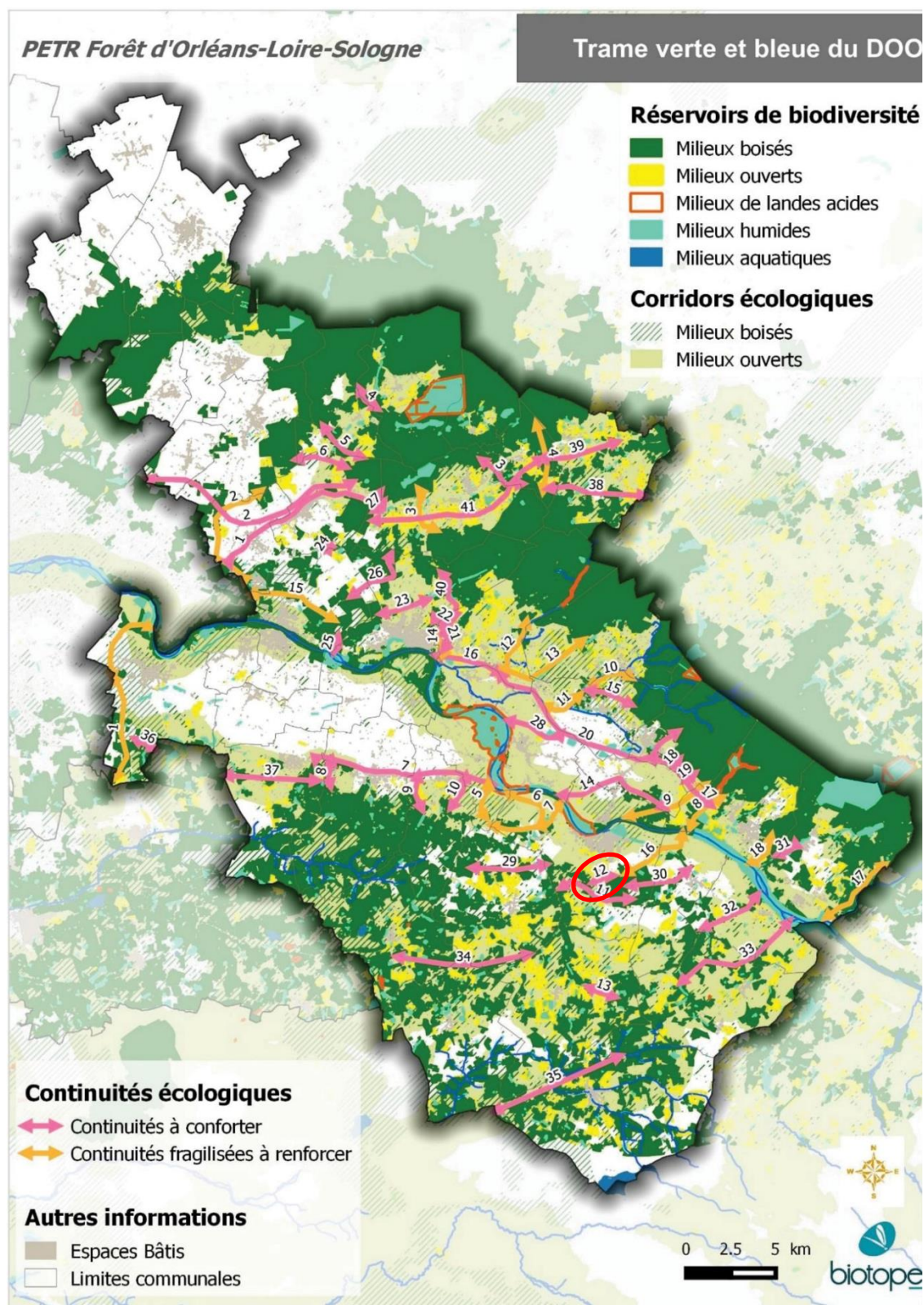


Figure 1 : Trame Verte et Bleue du Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire
(DOO du SCoT du Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire)

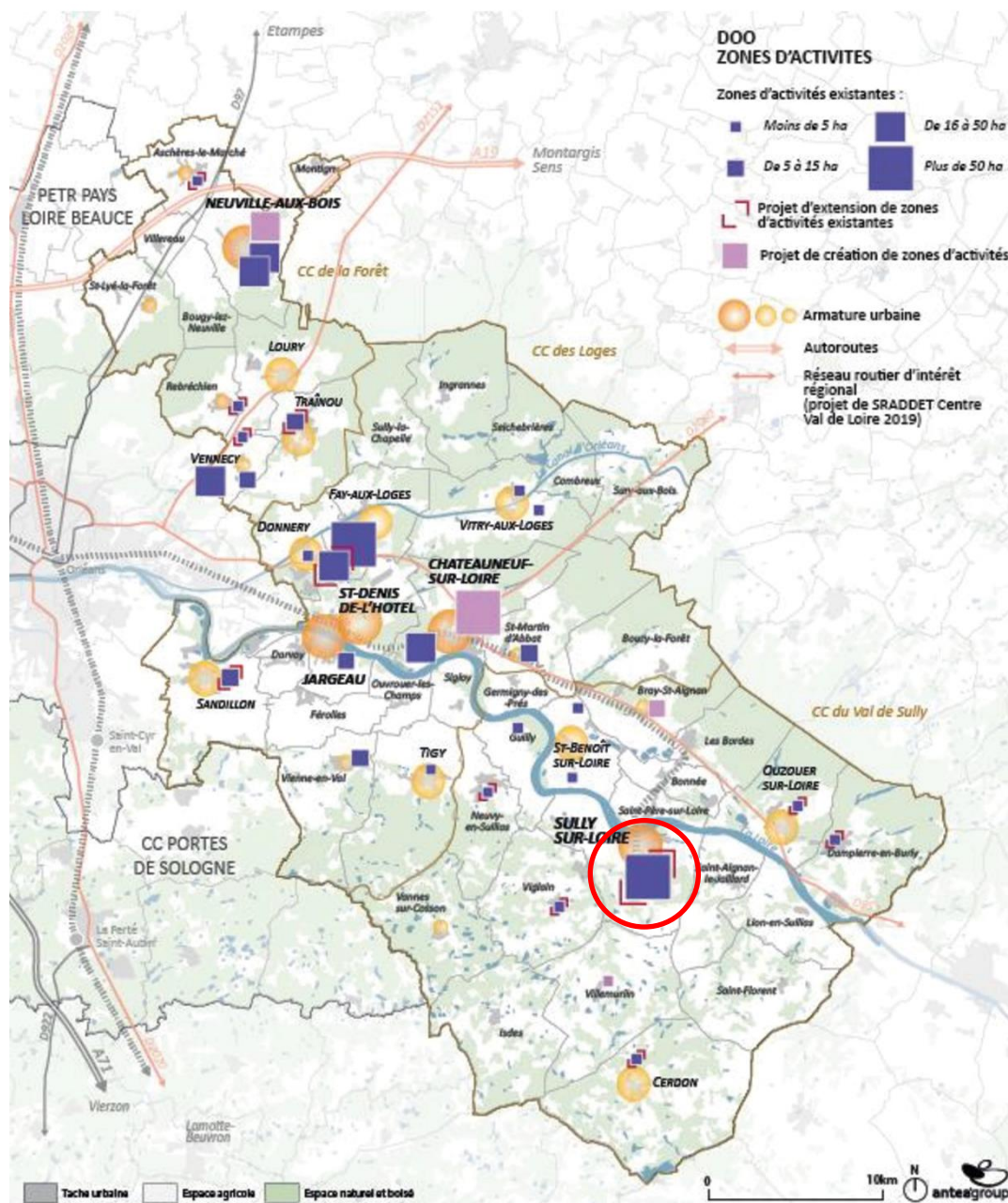


Figure 2 : Localisation des zones d'activités économiques sur le PETR Forêt d'Orléans - Loire Sologne (DOO du SCoT du Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire)

Or, conformément à l'article L.131-1 du Code de l'Urbanisme, les Schémas de Cohérence Territoriale sont compatibles avec :

- " 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne,
- 2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;
- 3° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;
- 4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;
- 5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;
- 6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement ;
- 7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;

- 8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;
- 9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;
- 10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7 ;
- 11° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement ;
- 12° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports prévues à l'article L. 112-4. "

En présence d'un SCoT intégrateur, la compatibilité de la révision allégée du PLU de Sully-sur-Loire avec le SCoT du Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire assure de fait la compatibilité avec l'ensemble des documents cités ci-dessus. Toutefois, conformément à l'article L.131-3 dudit Code, si l'un de ces documents a été approuvé après approbation du SCoT, à savoir postérieurement au 12 mars 2020, alors la présente procédure devra assurer sa compatibilité avec ce dernier.

L'approbation du SCoT étant très récente, aucun document n'a été approuvé postérieurement au SCoT. Néanmoins, l'approbation, en décembre 2019, du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) étant elle aussi récente, la démonstration de la compatibilité du SCoT avec ce SRADDET n'a pas été réalisée. Ainsi, la révision allégée du PLU de Sully-sur-Loire doit être rendu compatible avec les règles générales du fascicule du SRADDET.

B - LE SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET)

1) Présentation

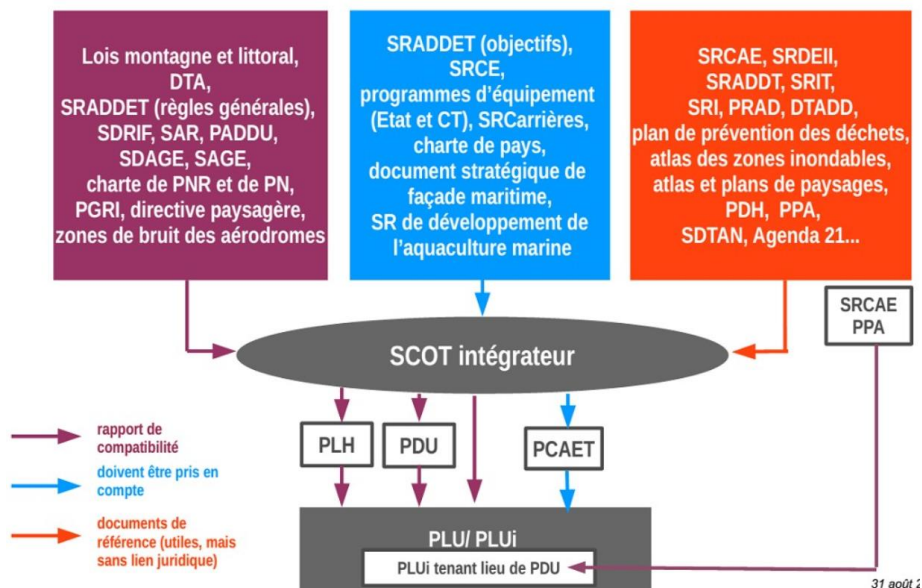


Figure 3 : Articulation du SCoT avec les autres documents (DREAL Centre Val de Loire)

La compatibilité est le niveau de prescriptivité situé avant la conformité ; les documents de rang inférieur dans la hiérarchie des normes ne peuvent pas prendre des dispositions allant à l'encontre ou remettant en cause ces règles générales.

Le SRADDET est un document qui exprime le projet **politique des régions en matière d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires**.

L'objectif du SRADDET est de redonner à la planification territoriale son rôle stratégique (prescriptivité, intégration de schémas sectoriels, co-construction) et de renforcer la place de l'institution régionale, invitée à formuler une vision politique de ses priorités en matière d'aménagement du territoire.

Il se positionne ainsi en tant que document de référence pour l'aménagement du territoire régional, il fixe les orientations relatives à l'équilibre du territoire régional, aux transports, à l'énergie, à la biodiversité ou encore aux déchets. Désormais, les Schémas de Cohérence Territoriale, **les Plans Locaux d'Urbanisme**, les Chartes de Parcs Naturels Régionaux, les Plans de Déplacements Urbains, Les Plans Climat Air Énergie Territoriaux, ainsi que les acteurs du secteur des déchets devront prendre en compte et être compatibles avec le SRADDET.

Il intègre les schémas sectoriels suivants : SRCE (Schéma Régional de Cohérence Écologique), SRCAE (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des territoires), SRI (Schéma Régional de l'Intermodalité), SRIT (Schéma Régional des Infrastructures et des Transports), PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

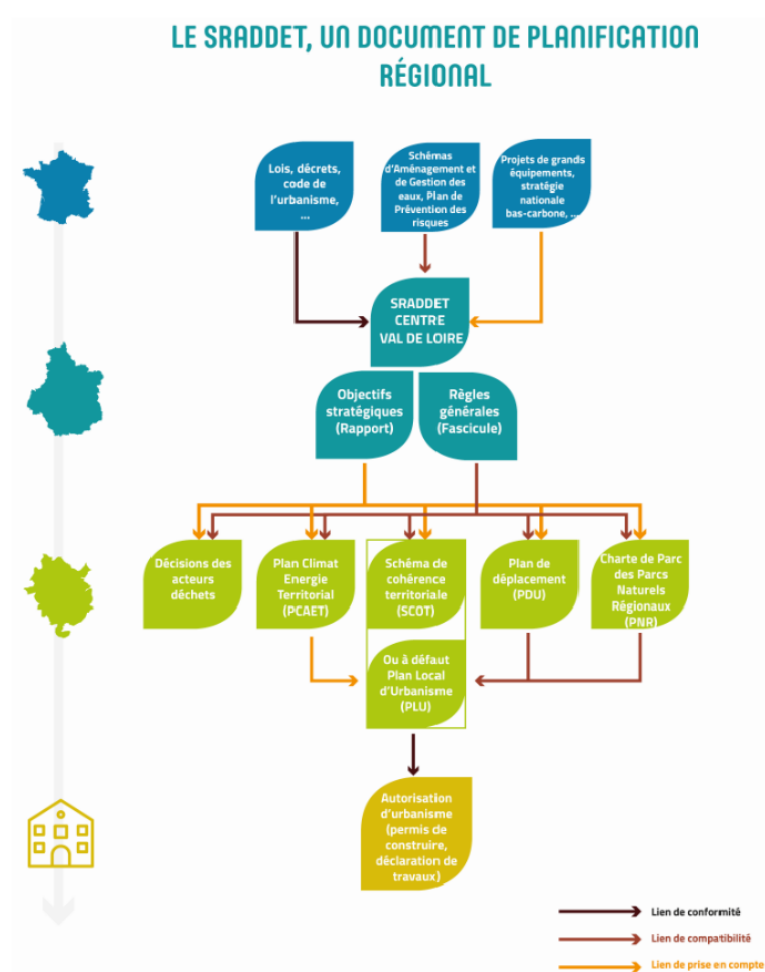


Figure 4 : Articulation du SRADDET avec les autres documents (SRADDET "La Région 360°")

Le SRADDET "La Région 360°" de la région Centre-Val de Loire a été lancé en 2017, pour une approbation par le préfet en décembre 2019.

Il s'articule autour de 4 orientations stratégiques :

- Orientation 1 : Des femmes et des hommes acteurs du changement, des villes et des campagnes en mouvement permanent pour une démocratie renouvelée ;
- Orientation 2 : Affirmer l'unité et le rayonnement de la région Centre-Val de Loire par la synergie de tous ses territoires et la qualité de vie qui la caractérise ;
- Orientation 3 : Booster la vitalité de l'économie régionale en mettant nos atouts au service d'une attractivité renforcée ;
- Orientation 4 : Intégrer l'urgence climatique et environnementale et atteindre l'excellence éco-responsable.

Ces 4 orientations stratégiques sont déclinées en 20 objectifs et 47 règles générales.

Chacune des règles générales du SRADDET s'applique dans un rapport de compatibilité à tous les documents de rang inférieur selon leurs domaines respectifs. Autrement dit, le SRADDET renseigne les règles générales avec lesquels le PLU doit être mis en compatibilité. Ainsi, sur les 47 règles générales établies au sein du document de planification régional, dix d'entre elles sont liées par cette notion de compatibilité avec le PLU (Règles générales n°6, n°7, n°14, n°15, n°20, n°36, n°37, n°38, n°39 et n°40).

2) Compatibilité

ÉQUILIBRE DU TERRITOIRE		
Maitrise du foncier		
RG n°6	Définir une part minimale de l'offre nouvelle de logements en renouvellement urbain et réhabilitation de l'existant	Non concernée par la présente révision allégée du PLU.
RG n°7	Définir des objectifs de densité de logements pour les opérations d'aménagement	Non concernée par la présente révision allégée du PLU.
Habitat		
RG n°14	Définir une stratégie partenariale en matière d'habitat	Non concernée par la présente révision allégée du PLU.
RG n°15	Prioriser la reconquête de la vacance des logements pour disposer d'une offre renouvelée de logements adaptés aux besoins et contribuer à la limitation de l'étalement urbain	Non concernée par la présente révision allégée du PLU.
TRANSPORTS ET MOBILITÉS		
Intermodalité		
RG n°20	Tenir compte du schéma directeur régional des pôles d'échanges et gares routières	Non concernée par la présente révision allégée du PLU.
BIODIVERSITÉ		
Aménagement et développement territorial durables		
RG n°36	Identifier et intégrer les continuités écologiques à l'échelle des territoires dans un document cartographique	Non concernée par la présente révision allégée du PLU.
RG n°37	Définir des dispositions nécessaires à la préservation et à la restauration des continuités écologiques et du réseau Natura 2000	À l'exception de la sous-trame des pelouses et landes sèches à humides sur sols acides, le SRCE de la région Centre-Val de Loire ne recense aucun enjeu significatif sur le secteur accueillant le projet de déchetterie pour la Trame Verte et Bleue (localisé en dehors de toutes autres sous-trames et aucun gîte à chiroptères sur ou à proximité). Cette TVB régionale répertorie le secteur sous "corridors diffus à préciser localement". Après expertise floristique sur ce secteur, au regard des milieux et espèces identifiés, l'urbanisation de ce secteur n'est pas de nature à dégrader la fonctionnalité d'un corridor lié à cette sous-trame "pelouses et landes sèches à humides sur sols acides".
À partir des enjeux dégagés de l'analyse des continuités écologiques à l'échelle du territoire concerné, les Schémas de Cohérence Territoriale déterminent les dispositions nécessaires à la préservation et à la restauration des continuités écologiques préalablement identifiées au titre de la règle n°36 du présent schéma et à la préservation de la fonctionnalité des sites Natura 2000.		
Ils rédigent notamment des dispositions applicables aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU et PLU intercommunaux) compatibles avec les règles 38 et 39 du présent schéma.		
Les chartes de Parc naturel régional (PNR) identifient les différentes zones du parc et leurs vocations en cohérence avec les grands espaces naturels qui concourent aux continuités écologiques régionales. Elles peuvent identifier des principes de maîtrise de l'urbanisation (cf. notamment règles 4 et 8).		



RG n°38	Préserver la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques identifiés localement et du réseau Natura 2000, dans le cadre de la planification du territoire	<p>De plus, le secteur n'est concerné par aucune continuité écologique identifiée au sein du DOO du SCoT (déclinaison locale), en particulier, la continuité écologique n°12 identifiée comme "à conforter" (Prescription n°9).</p> <p>De même, elle ne génère pas d'incidences sur les réservoirs de biodiversité et évite toute dégradation des milieux les plus sensibles (hors périmètre N2000, ZNIEFF ou APPB, procédure d'évitement des habitats ou espèces d'intérêt communautaire).</p>
RG n°39	Préserver la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques identifiés localement, dans le cadre des projets	<p>En raison des habitats naturels recensés, à savoir des milieux très denses et peu favorables à la reproduction, à la nidification ou à l'alimentation de la majorité des groupes taxonomiques, les connexions écologiques potentielles semblent très limitées. De plus, la présence, en limite Ouest du secteur, de la zone d'activités de la Pillardière dégrade fortement la fonctionnalité d'un potentiel corridor écologique Ouest-Est sur le secteur de projet. Les connexions écologiques potentielles entre les espaces boisés situés à l'Est de la RD948 et ceux situés au Sud-Ouest de la zone d'activités de la Pillardière se localisent préférentiellement au Sud du chemin de Pisseloup.</p> <p>Au regard des éléments bibliographiques (SRCE et SCoT) ainsi que des prospections de terrain, le projet ne semble</p>



<p><i>considéré, au besoin après mise en œuvre de mesures d'évitement, de réduction et de compensation.</i></p> <p><i>Les SCoT demandent par ailleurs aux PLU(i) de prendre des dispositions pour permettre la circulation des espèces et le franchissement et la perméabilité des nouvelles clôtures en forêt. Ils demandent en particulier aux PLU(i), ou à défaut de SCOT les PLU(i) prévoient, comme le permet le code de l'urbanisme, de délimiter des sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique dans lesquels l'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable. Pour toute nouvelle construction de clôture en forêt (cf. définition dans les principes et rappels réglementaires), il convient de respecter les critères suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Hauteur maximale à 1m20.</i> - <i>Hauteur minimum de 30 cm au-dessus du sol concernant les systèmes à mailles.</i> 	<p>pas présenter d'incidences sur la fonctionnalité globale de la Trame Verte et Bleue du territoire communal.</p> <p>Ainsi, à l'exception d'espaces plantés et d'écrans végétaux pouvant jouer le rôle de support pour le déplacement de certaines espèces faunistiques, aucune autre disposition particulière n'a été établie en faveur de la Trame Verte et Bleue.</p>
<p>RG n°40 Identifier les mares, les zones humides, les haies bocagères et les pelouses sèches et calcicoles présentes dans les secteurs d'aménagements définis dans les documents d'urbanisme.</p> <p><i>Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) identifient les mares, les zones humides, les haies bocagères et les pelouses sèches et calcicoles dans les secteurs qu'ils déterminent pour le développement urbain, économique et/ou d'infrastructures lorsque la délimitation est suffisamment connue et précise lors de l'élaboration des documents pour permettre un inventaire des zones humides conforme à la réglementation en vigueur.</i></p> <p><i>Ils demandent par ailleurs aux Plans Locaux d'Urbanisme (communaux et intercommunaux) d'identifier les mares, les zones humides, les haies bocagères et les pelouses sèches et calcicoles présentes dans les zones à urbaniser (AU) ainsi que dans tout secteur prévu pour accueillir des aménagements aux effets d'emprise importants sur des espaces fonciers naturels et/ou agricoles.</i></p> <p><i>En l'absence de SCoT, les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU et PLU intercommunaux) identifient les mares, les zones humides, les haies bocagères et les pelouses sèches et calcicoles présentes dans les zones à urbaniser (AU) ainsi que dans tout secteur prévu pour accueillir des aménagements aux effets d'emprise importants sur des espaces naturels et/ou agricoles.</i></p>	<p>Les inventaires naturalistes menés sur un périmètre élargi au sous-secteur Uid n'ont révélé la présence d'aucun habitat naturel d'intérêt écologique (mares, zones humides, haies bocagères, pelouses sèches et calcicoles, etc.).</p>



C - LES AUTRES DOCUMENTS

Le territoire communal de Sully-sur-Loire n'étant pas localisé en bord de mer, il n'est donc pas concerné par un Schéma de Mise en Valeur de la Mer

De plus, il n'est couvert par aucun :

- Plan de Déplacement Urbain (PDU)
- Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- Plan d'Exposition au Bruit (PEB) lié à un aéroport.

II - DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES QUE LE PLU DOIT PRENDRE EN COMPTE

De façon analogue, suite à la non prise en compte des objectifs du SRADDET dans le SCoT, la présente procédure d'évolution du PLU de Sully-sur-Loire doit s'assurer de leur prise en compte

A - LES OBJECTIFS DU SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET)

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) a été approuvé par arrêté préfectoral le 4 février 2020.

Selon la clé de lecture du fascicule du SRADDET et notamment les règles générales qui s'appliquent dans un rapport de compatibilité aux SCoT, les objectifs du SRADDET qui doivent être pris en compte par les SCoT sont :

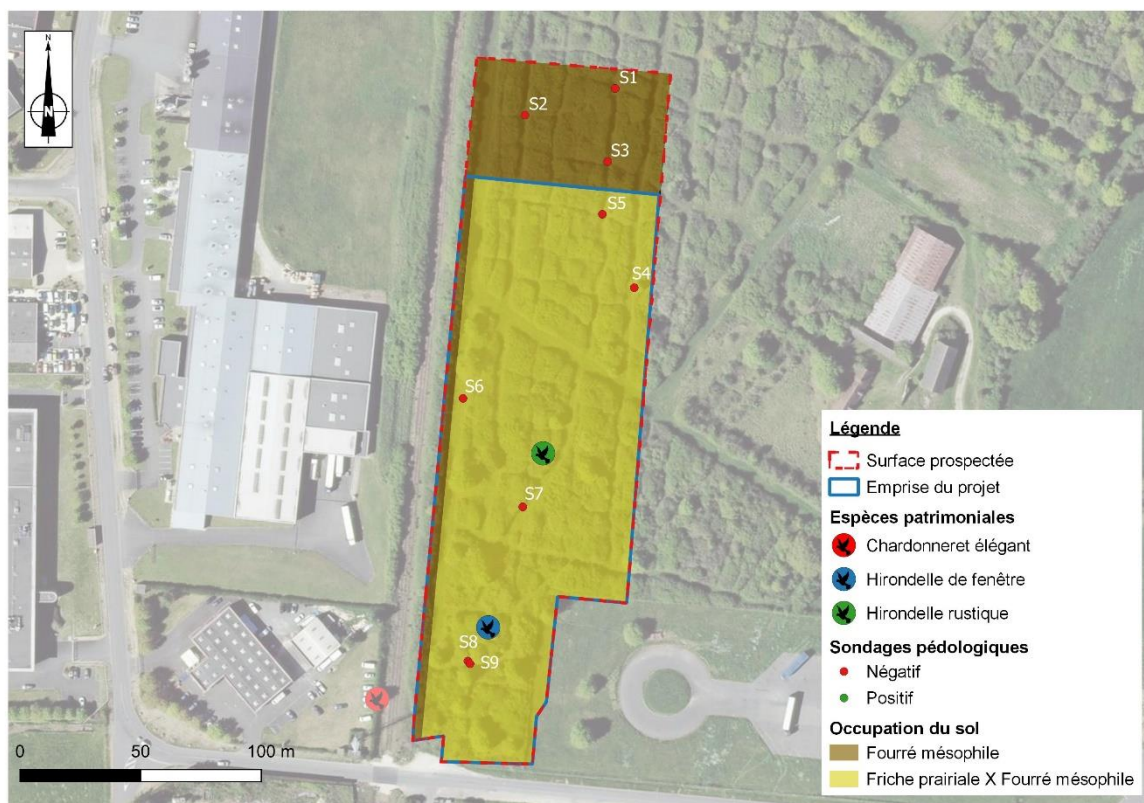
- Objectif n°2 (RG n°6 et n°14) : Des territoires en dialogues où villes et campagnes coopèrent ;
- Objectif n°3 (RG n°14) : Des réseaux thématiques innovants au service de notre développement ;
- Objectif n°5 (RG n°6 et n°7, n°14, n°15 et n°36 à n°40) : Un nouvel urbanisme plus durable pour endiguer la consommation de nos espaces agricoles, naturels et forestiers ;
- Objectif n°6 (RG n°6, n°7, n°14 et n°15) : Un habitat toujours plus accessible et à la hauteur des changements sociétaux, climatiques et économiques ;
- Objectif n°7 (RG n°14 et n°20) : Des services publics modernisés partout combinés à une offre de mobilités multimodale qui prend appui sur les formidables innovations offertes par le numérique ;
- Objectif n°11 (RG n°14 et n°15) : Un patrimoine naturel exceptionnel et une vitalité culturelle et sportive à conforter pour proposer une offre de loisirs toujours plus attractive ;
- Objectif n°14 (RG n°14 et n°15) : Des ressources locales valorisées pour mieux développer nos territoires ;
- Objectif n°17 (RG n°36 à n°40) : L'eau : une richesse de l'humanité à préserver ;
- Objectif n°18 (RG n°36 à n°40) : La Région Centre-Val de Loire, première région à biodiversité positive.

Objectifs	Projet de révision allégée du PLU
2. Des territoires en dialogues où villes et campagnes coopèrent.	Non concerné par la présente révision allégée du PLU.
3. Des réseaux thématiques innovants au service de notre développement.	Non concerné par la présente révision allégée du PLU.
5. Un nouvel urbanisme plus durable pour endiguer la consommation de nos espaces agricoles, naturels et forestiers	Bien que le projet génère la consommation d'environ 14 350 m ² d'espaces naturels, l'implantation de la future déchetterie, au sein de la zone d'activités existante de la Pillardière et sur l'une des "Polarités majeures" de l'intercommunalité, ainsi que la superficie du sous-secteur Uid, inférieure aux objectifs de consommation du SCoT (4 ha), vont dans le sens d'une réduction de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers et d'un urbanisme plus "durable" (accueil d'équipement et de services au plus près des populations).
6. Un habitat toujours plus accessible et à la hauteur des changements sociétaux, climatiques et économiques	Non concerné par la présente révision allégée du PLU.
7. Des services publics modernisés partout combinés à une offre de mobilités multimodale qui prend appui sur les formidables innovations offertes par le numérique.	Non concerné par la présente révision allégée du PLU.
11. Un patrimoine naturel exceptionnel et une vitalité culturelle et sportive à conforter pour proposer une offre de loisirs toujours plus attractive.	Non concerné par la présente révision allégée du PLU.
14. Des ressources locales valorisées pour mieux développer nos territoires.	Non concerné par la présente révision allégée du PLU.
17. L'eau : une richesse de l'humanité à préserver.	Non concerné par la présente révision allégée du PLU.
18. La Région Centre-Val de Loire, première région à biodiversité positive.	Au-delà de l'intérêt pour le traitement paysager du futur sous-secteur Uid, certaines dispositions réglementaires (ex : création d'espaces plantés, écrans végétaux) pourront s'avérer bénéfiques pour la biodiversité.

CHAPITRE III : ANALYSE DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT : CARACTÉRISATION DES SECTEURS TOUCHÉS PAR LA RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU

I - CARACTÉRISATION DU SECTEUR TOUCHÉ PAR LA RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU

Des inventaires de terrain ont été réalisés par deux spécialistes afin de préciser les enjeux concernant la faune, la flore et les habitats naturels (y compris la définition des zones humides) sur le secteur justifiant la présente procédure d'évolution du PLU. Ces prospections ont été menées le 03 juillet 2020.



FLORE ET HABITATS

Habitats naturels



Fourré mésophile



Friche prairiale



Recolonisation de la friche prairiale par le Prunellier



Robinier faux-acacia

- **Fourré mésophile (CB : 31.81 – EUNIS : F3.11)** : Ce type de fourré est présent dans la partie Nord de l'aire d'étude élargie, ainsi que sous forme d'une haie sur toute l'extrémité Ouest. Il est composé très majoritairement du Prunellier (*Prunus spinosa*), auquel s'ajoute la Ronce commune (*Rubus Gr. fruticosus*), le Rosier des chiens (*Rosa Gr. canina*), ou encore le Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*). Ces fourrés ont une hauteur d'environ 3 m, sauf au niveau de la haie à l'Ouest qui atteint une hauteur d'environ 4 à 5 m. Des chemins d'accès herbacés traversent du Nord au Sud ces fourrés.
- **Friche prairiale (CB - 38.2X87.1 – EUNIS : E2.2X11.53)** : La plus grande partie de l'aire d'étude élargie est occupée par une friche prairiale, dominée par des graminées comme le Fromental élevé (*Arrhenatherum elatius*), la Houlque laineuse (*Holcus lanatus*), ou encore l'Agrostide stolonifère (*Agrostis stolonifera*) auxquelles s'ajoutent des espèces dicotylédones typiques des prairies ou des friches comme la Carotte sauvage (*Daucus carota*), la Campanule raiponce (*Campanula rapunculus*), la Centaurée jacée (*Centaurea jacea*), le Gaillet blanc (*Galium album*) ou encore le Sèneçon de Jacobée (*Jacobaea vulgaris*). Le cortège végétal est en revanche peu diversifié. Cet habitat est en mosaïque de recolonisation avec les fourrés. En effet, le Prunellier recolonise progressivement le milieu suite au dernier broyage effectué et forme par endroit des petits fourrés de moins d'un mètre de haut. Enfin, on observe ponctuellement des arbres et arbustes comme le Chêne pédonculé (*Quercus robur*), le Tilleul à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*), le Saule cendré (*Salix cinerea*) ou encore le Pin sylvestre (*Pinus sylvestris*).

Les habitats présents sur le site sont très communs et ne présentent donc aucun enjeu significatif.

Un total de 74 espèces végétales a été recensé sur le site. **Aucune de ces espèces ne présente d'enjeu significatif.** On notera en revanche à l'extrémité Sud du site la présence du Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*), qui est une espèce exotique envahissante.

ZONE HUMIDE

Conformément à la législation en vigueur, à savoir l'ensemble des critères révisés par la loi portant création de l'Office Français de la Biodiversité du 27 juillet 2019, aucune zone humide n'a été identifiée sur le secteur de projet sur la base des critères végétation et pédologiques. Les profils pédologiques sont annexés à la fin de ce rapport.

CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

À l'exception de la sous-trame des pelouses et landes sèches à humides sur sols acides, le SRCE de la région Centre-Val de Loire ne recense aucun enjeu sur le secteur de projet pour la Trame Verte et Bleue (localisé en dehors de toutes autres sous-trames et aucun gîte à chiroptères sur ou à proximité). Cette TVB régionale répertorie le secteur sous "corridors diffus à préciser localement". Après expertise floristique sur le secteur, au regard des milieux et espèces identifiés, l'urbanisation de ce secteur n'est pas de nature à dégrader la fonctionnalité d'un corridor lié à cette sous-trame "pelouses et landes sèches à humides sur sols acides".

Localement, en raison des habitats naturels recensés, à savoir des milieux très denses et peu favorables à la reproduction, à la nidification ou à l'alimentation de la majorité des groupes taxonomiques, les connexions écologiques potentielles semblent très limitées. De plus, la présence, en limite Ouest du secteur, de la zone d'activités de la Pillardière dégrade fortement la fonctionnalité d'un potentiel corridor écologique Ouest-Est sur le secteur de projet. Les connexions écologiques potentielles entre les espaces boisés situés à l'Est de la RD948 et ceux situés au Sud-Ouest de la zone d'activités de la Pillardière se localisent préférentiellement au Sud du chemin de Pisseloup (voir la cartographie ci-dessous).



Selon un axe Nord-Sud, le maintien d'une couverture végétale le long de la voie ferrée peut s'avérer bénéfique pour le déplacement de certaines espèces notamment pour le groupe des reptiles (haie composée d'un fourré mésophile).

Par conséquent, les enjeux liés aux continuités écologiques sur le secteur de projet sont considérés comme faibles.

FAUNE

Les groupes taxonomiques étudiés sont :

- **Amphibiens** : Au cours des prospections relatives à l'inventaire des amphibiens aucune espèce n'a été recensée dans l'aire d'étude élargie du projet ou à proximité immédiate. Les milieux identifiés présentent une potentialité très faible d'accueil des espèces d'amphibiens.

→ L'enjeu pour le groupe des amphibiens est nul.

- **Reptiles** : Au cours de la prospection du 3 juillet 2020, aucune espèce de reptiles n'a été identifiée au sein du sous-secteur Uid ou à proximité immédiate. Toutefois, l'ancienne voie de chemin de fer, les lisières de haies ou encore les débris végétaux présentent une potentialité d'accueil pour les reptiles.

→ L'enjeu pour le groupe des reptiles est très faible.

- **Avifaune** : 11 espèces d'oiseaux ont été identifiées sur l'aire d'étude élargie dont 9 protégées sur le territoire métropolitain. Les espèces présentes sont très communes et présentent un enjeu très faible. 3 d'entre elles sont considérées comme des espèces patrimoniales :

Le Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*) est une espèce protégée en France métropolitaine. Sur la liste rouge nationale, l'espèce est listée vulnérable (VU) et en préoccupation mineure (LC) sur la liste rouge régionale. Un mâle chanteur a été observé le long de la voie ferrée. L'enjeu pour cette espèce est modéré.

L'Hirondelle de fenêtre (*Delichon urbicum*) est protégée en France métropolitaine et listée espèce quasiment menacée (NT) sur la liste rouge nationale. En région Centre-Val de Loire, l'espèce est listée en préoccupation mineure (LC). L'aire d'étude élargie constitue une zone d'alimentation pour cette espèce mais n'est pas un site de reproduction potentiel. L'enjeu pour cette espèce est faible.

L'Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*) est protégée en France métropolitaine et listée espèce quasiment menacée (NT) sur la liste rouge nationale. En région Centre-Val de Loire, l'espèce est listée en préoccupation mineure (LC). L'aire d'étude élargie constitue une zone d'alimentation pour cette espèce mais n'est pas un site de reproduction potentiel. L'enjeu pour cette espèce est faible.

Tableau 1 : Liste des espèces d'oiseaux recensées dans l'aire d'étude élargie

Taxonomie		Statut Europe		Statut national		Statut régional	
Nom vernaculaire	Nom latin	DO	LRE	PN	LRN	LRR	DZ
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	*	LC	Art. 3	VU	LC	*
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	*	LC	Art. 3	LC	LC	*
Fauvette grisette	<i>Sylvia communis</i>	*	LC	Art. 3	LC	LC	*
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbicum</i>	*	LC	Art. 3	NT	LC	*
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	*	LC	Art. 3	NT	LC	*
Merle noire	<i>Turdus merula</i>	*	LC	*	LC	LC	*
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	*	LC	Art. 3	LC	LC	*
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	*	LC	Art. 3	LC	LC	*
Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>	*	LC	Art. 3	LC	LC	*
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>	*	LC	*	LC	LC	*
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	*	LC	Art. 3	LC	LC	*

DO : espèce inscrite à l'annexe I de la Directive Oiseaux.

LRE, LRN, LRR : Liste rouge Européenne, Nationale et Régionale

LC : préoccupation mineure ; NT : quasi menacé ; VU : vulnérable

PN : protection nationale

DZ : espèce déterminante de ZNIEFF en région Centre-Val de Loire

→ L'enjeu pour le groupe des oiseaux est faible.



- **Mammifères terrestres** : 2 espèces ont été identifiées dans l'aire d'étude élargie. Il s'agit du Chevreuil européen (*Capreolus capreolus*) et du Sanglier (*Sus scrofa*), toutes deux espèces non menacées et communes dans la région. Le site est favorable à l'alimentation et aux déplacements de certaines espèces.

→ L'enjeu pour le groupe des mammifères terrestres est très faible.

- **Insectes – Rhopalocères** : 7 espèces ont été recensées dans l'aire d'étude élargie du projet. Toutes les espèces sont communes et non menacées. L'aire d'étude élargie se compose essentiellement de friches et de milieux prairiaux favorables à certaines espèces de papillons diurnes.

→ L'enjeu pour le groupe des rhopalocères est non significatif.

- **Insectes – Odonates** : Au cours de la prospection, 3 espèces d'odonates ont été observées. Il s'agit d'espèces fréquentant les milieux ouverts. L'absence de zone humide ou de point d'eau au sein du sous-secteur Uid ou à proximité immédiate empêche la reproduction des espèces sur le site. Les 3 espèces rencontrées sont communes et non menacées en France métropolitaine et dans la région.

→ L'enjeu pour le groupe des odonates est non significatif.

- **Insectes – Orthoptères** : Au cours de la prospection du 3 juillet 2020, 3 espèces d'orthoptères ont pu être identifiées. La période d'inventaire ne couvre pas la totalité de la période principale des orthoptères. En effet, de nombreux individus observés n'étaient pas au stade adulte. Toutefois, les 3 espèces identifiées sont communes et non menacées. Les milieux de friches et prairiaux présents au sein de l'aire d'étude élargie représente des secteurs favorables aux orthoptères.

→ L'enjeu pour le groupe des orthoptères est non significatif.

AUTRES THÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES

<p>Milieux naturels</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Situé en dehors de tout périmètre de reconnaissance environnementale (site Natura 200, ZNIEFF, etc.) : - ZSC " Sologne " située à environ 500 m au sud du secteur ; - ZSC " Vallée de la Loire de Tavers à Belleville-sur-Loire " située à environ 5,5 km ; - ZPS " Vallée de la Loire du Loiret " située à environ 5,5 km ; - ZNIEFF (type I) " Héronnière et Ile de Courpain " située à environ 5,6 km ; - ZNIEFF (type I) " Aulnaie Frênaie du Gilloy " située à environ 7,3 km ; - ZNIEFF (type I) " Pelouses et grèves des friches du parterre" située à environ 8,2 km ; - ZNIEFF (type I) " Levée de Darvoy" située à environ 8,3 km ; - ZNIEFF (type I) " Île aux oiseaux" située à environ 9,3 km ; - ZNIEFF (type II) " Étangs des Buffières, neuf, de la briqueterie, buisson et de la chevrerie" située à environ 6,4 km.
<p>Paysages (Patrimoines naturel et bâti)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - commune située, pour partie, en zone de protection UNESCO. Le secteur est localisé hors zone de protection UNESCO mais au sein du site UNESCO (zone tampon).

	<ul style="list-style-type: none"> - peu sensible d'un point de vue paysager en raison de sa localisation, en retrait du Val de Loire et inclus dans une zone d'activités située à l'écart du bourg et donc des secteurs résidentiels. De plus, en raison de la végétation dense en lisière Nord du secteur, ce dernier est peu visible depuis les environs. - vierge de toute construction, toutefois, le secteur est inclus dans un environnement déjà urbanisé et/ou artificialisé. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Au sud : déchetterie actuelle ; ▪ À l'Ouest : zone d'activités de la Pillardière ; ▪ À l'Est : aire de stationnement de l'entreprise Swiss Krono 	
Gestion économe de l'espace et maîtrise de la consommation d'espaces	Secteur de développement urbain en extension mais situé dans le prolongement d'une zone urbaine à vocation industrielle (Ui)	
Eau	Réseau hydrographique	Aucun cours d'eau ni plan d'eau n'est recensé sur le secteur de projet
	Ressource en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Hors périmètre de protection du captage d'alimentation en eau potable communal "Sully/L.Pisseloup n°1" et hors Aire d'Alimentation de Captage (AAC) - Captage en conformité (mai 2020)
	Eaux usées	<p>Le secteur de projet sera raccordé, via un réseau séparatif, à la station d'épuration communale située à l'Ouest du bourg. Cette station est en capacité de répondre à la nouvelle demande (données 2018) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conforme en équipements et en performance (2018) ; - charges entrantes (2018) : 5 611 EH ; - capacités nominales : 9 850 EH.
Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> - aléa moyen au risque de Retrait-Gonflement des argiles ; - aucune cavité souterraine ni mouvement de terrain n'est recensé sur le secteur. - secteur potentiellement assujéti au risque de remontées de nappe ; - hors périmètre de l'Atlas des Zones Inondables (AZI) de la Vallée de la Loire ; - hors périmètre du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Val de Sully (crue à débordement lent de cours d'eau) ; - aucun autre Plan de Prévention des Risques Naturels. 	
Risques technologiques et industriels (SEVESO, ICPE, TMD, PPRT)	<ul style="list-style-type: none"> - aucun site ICPE, à fortiori site SEVESO sur le secteur. Présence de sites ICPE à proximité : Rougier (régime d'autorisation), Baudon Chabosy (régime d'autorisation) ; - aucun PPRT ; - aucune canalisation de transport de matières dangereuses sur le secteur ou à proximité immédiate. 	

Nuisances et pollutions	<ul style="list-style-type: none"> - une infrastructure classée à grande circulation (Loi Barnier) à proximité : RD948 (environ 280 m de la limite Est) ; - aucune voie routière recensée au classement sonore des infrastructures de transport terrestre (données 2018) ; - aucun établissement recensé au registre des Émissions Polluantes sur le secteur mais une située à proximité : FRAMATOME ANP - CEDOS ; - aucun site BASOL ni BASIAS ;
Air, énergie, climat	aucune liaison douce interne recensée.

II - ÉVOLUTIONS TENDANCIELLES DE L'ENVIRONNEMENT

L'évolution probable du secteur de projet dans la perspective d'un scénario "au fil de l'eau" suppose que l'on étudie, à partir de l'état initial de l'environnement décrit au paragraphe précédent, l'évolution de l'environnement en l'absence du projet de révision allégée du PLU c'est-à-dire tel que le PLU en vigueur le prévoit.

Pour rappel, le périmètre du projet, classé en zone Uid par le biais de la présente procédure, est initialement inscrit au PLU en vigueur en zone N (zone naturelle) et Ui (zone urbaine industrielle).

Dans l'hypothèse où aucun projet ne soit envisagé sur le secteur (pas de création de nouvelle déchetterie), au regard du zonage actuel de ce dernier (zone naturelle et industrielle) et de son faible intérêt agronomique, il est peu probable que l'occupation du sol actuelle soit fortement modifiée (urbanisation ou culture). En effet, les droits à construire étant très restreints en zone naturelle, la majorité du secteur ne devrait pas accueillir de projet de développement urbain. La seule anthropisation susceptible d'affecter le secteur est une nouvelle intervention de débroussaillage pour limiter la propagation du fourré mésophile.

Selon cette hypothèse, à court terme, c'est-à-dire en absence d'intervention de l'Homme, le secteur devrait d'enregistrer une recolonisation progressive de la friche prairiale par le fourré mésophile, et plus particulièrement par le Prunellier (*Prunus spinosa*). À moyen et long terme, sans intervention de l'Homme, les ligneux devraient s'installer progressivement au sein du secteur.




Globalement, en raison des milieux qu'ils renferment et du désengagement de l'Homme observé sur ce secteur, l'évolution de l'environnement tend vers une fermeture progressive du site qui engendrera un appauvrissement de la biodiversité.

CHAPITRE IV : ÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Le PLU met en œuvre, au travers de ses orientations générales et de ses pièces réglementaires, les objectifs stratégiques de développement du territoire communal.

L'activité humaine a **nécessairement une incidence sur l'environnement**. Le PLU, qui évalue, oriente, dispose et régit l'ancrage physique de cette activité humaine sur le territoire, a également une incidence sur l'environnement. La présente procédure entraîne donc des changements sur l'environnement naturel et urbain.

Cette incidence peut être :

	Positive : Les composantes du projet du PLU auront des incidences positives sur le contexte environnemental du territoire.
	Neutre : Les composantes du projet du PLU n'auront soit pas d'impact sur la thématique environnementale étudiée soit elles auront des effets ponctuels négatifs s'annulant à l'échelle globale.
	Négative : Les composantes du projet de PLU auront un impact négatif sur la thématique environnementale étudiée.

Le présent chapitre identifie l'ensemble des incidences potentielles du projet d'évolution du PLU sur l'environnement. Cette analyse des incidences s'effectue en deux temps :

- analyse pour chacune des pièces modifiées du PLU (PADD, OAP, règlement écrit et règlement graphique, Emplacements Réservés) ;
- analyse pour chacune des thématiques environnementales définies par le code de l'environnement ;

À partir de cette analyse exhaustive, il est ainsi possible d'évaluer qu'elles sont les incidences du projet de révision allégée du PLU qui auront potentiellement un impact négatif sur l'environnement. Il s'agit des incidences qui devront faire l'objet de mesures de réduction ou à défaut de compensation. Ces mesures seront présentées dans le chapitre suivant.

I - ÉVALUATION DES INCIDENCES DES DOCUMENTS DU PLU

A - PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

S'agissant d'une procédure de révision allégée de PLU, le PADD n'a pas été modifié. La présente procédure de révision allégée du PLU visant, entre autres, à l'ouverture à l'urbanisation d'une zone naturelle pour permettre l'accueil d'une déchetterie ne remet pas en cause l'équilibre général du PADD du PLU en vigueur et n'implique aucune évolution de ce dernier. En effet, bien que l'une des orientations générales du PADD soit "*la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers*", il est précisé que le "*PLU veillera à préserver les espaces sensibles de tout développement urbain disproportionné*". Ainsi, au regard de l'analyse bibliographique et des prospections de terrain, la création du sous-secteur Uid, d'une superficie limitée et sur des espaces à faible enjeu écologique, n'affecte pas d'espaces naturels sensibles et ne peut être jugée comme disproportionnée.

De plus, dans son objectif de lutte contre l'étalement urbain, le PADD affirme sa volonté de "*concentrer les développements économiques aux abords des espaces préexistants et en lien avec le futur contournement routier*". L'implantation de la future déchetterie dans le prolongement de la zone d'activités de la Pillardière s'inscrit dans cette orientation.

B - RÈGLEMENTS ÉCRIT ET GRAPHIQUE

Pour rappel, conformément à l'article R.151-18 du Code de l'Urbanisme, "*Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter*".

L'objet principal de la présente procédure d'évolution du PLU en vigueur consiste :

- Au déclassement de 14 350 m² d'espaces inscrits en zone naturelle au profit d'un sous-secteur urbain à vocation économique nommé Uid ;
- Au déclassement de 3 680 m² d'espaces classés en secteur urbain industriel (Ui) au profit d'un sous-secteur urbain à vocation économique nommé Uid (déchetterie).

Ainsi, la superficie du sous-secteur Uid créé par le biais de la présente procédure est d'environ 1,8 ha. Il correspond à un sous-secteur de la zone Ui et vise à permettre l'accueil d'une nouvelle déchetterie. Ce sous-secteur Uid nécessite la création d'un règlement écrit.

Le déclassement d'une partie de la zone naturelle en zone urbaine (sous-secteur urbain à vocation économique) engendre une **consommation d'espaces naturels d'environ 14 350 m²**. En effet, le règlement écrit de la zone Uid autorise la réalisation d'une déchetterie et de l'ensemble des installations nécessaires à son fonctionnement quand la zone naturelle n'autorise que l'évolution limitée des constructions existantes. Toutefois, au regard de l'analyse bibliographique et des inventaires de terrain, l'intérêt écologique (biodiversité et habitats naturels) de la surface consommée est jugé faible.

Le sous-secteur étant vierge de construction, le déclassement de 3 680 m² d'espaces initialement classés en secteur urbain industriel (Ui) entraîne également une consommation d'espaces naturels, même si une vocation industrielle lui est attribué par le PLU en vigueur.

Les principales incidences réglementaires de la création du sous-secteur Uid sont développées ci-dessous :

Modifications réglementaires		Thématique
Non-réglementation de l'emprise au sol	-	Consommation d'espaces / Milieux naturels / Pollution (imperméabilisation) / Gestion des eaux pluviales (ruissellement)
Déclassement de 14 350 m ² de zone naturelle (N) en sous-secteur Uid		Consommation d'espaces / Milieux naturels
Reclassement de 3 680 m ² de secteur Ui en sous-secteur Uid	=	Consommation d'espaces / Milieux naturels
Création d'un recul de 10 m par rapport aux limites séparatives	+	Paysage / Pollution visuelle / Nuisances sonores
Limitation de la hauteur des constructions à 10 m (<i>18 m dans le reste de la zone Ui</i>)		Paysage / Pollution visuelle
Imposition d'un espace planté en bordure de voie		
Imposition d'écrans végétaux en limite avec la zone naturelle		

II - ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est destiné au " *maintien ou au rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces d'intérêt communautaire*". Les procédures de désignation des sites Natura 2000 s'appuient sur la garantie scientifique que représentent les inventaires des habitats et espèces selon une procédure validée, en France, par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN).

La Directive européenne 92/43/CEE modifiée, dite Directive Habitats, porte sur la conservation des habitats naturels ainsi que sur le maintien de la flore et de la faune sauvages. En fonction des espèces et habitats d'espèces cités dans ces différentes annexes, les États membres doivent désigner des Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

La Directive Oiseaux n° 2009/147/CE concerne, quant à elle, la conservation des oiseaux sauvages. Elle organise la protection des oiseaux ainsi que celle de leurs habitats en désignant des Zones de Protection Spéciale (ZPS) selon un processus analogue à celui relatif aux ZSC.

Le réseau Natura 2000 forme ainsi un ensemble européen réunissant les ZSC et les ZPS. Dans tous les sites constitutifs de ce réseau, les États membres s'engagent à maintenir dans un état de conservation favorable les habitats et espèces concernés. Dans ce but, la France a choisi la contractualisation sur la base des préconisations contenues dans les Documents d'Objectifs (DOCOB).

A - PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION D'INCIDENCES

Conformément à l'article R.414-19 (1°) du Code de l'Environnement, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur le réseau Natura 2000 « *Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale au titre de l'article L.122-4 du Code de l'Environnement et de l'article L.121-10 du code de l'urbanisme* ». Les Plans Locaux d'Urbanisme et leurs évolutions sont donc soumis à évaluation de leurs incidences sur le réseau Natura 2000.

"L'évaluation des incidences a pour objet de vérifier la compatibilité du programme ou du projet avec la conservation du site Natura 2000, en s'inscrivant dans une démarche au service d'une obligation de résultat" (DRIEE).

Cette évaluation doit permettre d'analyser les incidences de la révision allégée du PLU sur les sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces (animales et végétales) d'intérêt communautaire pour lesquels les sites ont été désignés. Les objectifs de conservation des sites correspondent à l'ensemble des mesures requises pour conserver ou rétablir ces habitats naturels et ces populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable à leur maintien à long terme.

L'article R.414-23 du Code de l'Environnement précise le contenu du dossier d'évaluation des incidences établi par le pétitionnaire, au titre de Natura 2000. L'évaluation présente successivement :

1. une description du programme ou du projet, accompagnée d'une carte de situation du programme ou du projet par rapport au site Natura 2000 ou au réseau des sites Natura 2000 retenus pour l'évaluation ;
2. une analyse de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces pour lesquels le ou les sites concernés ont été désignés et les objectifs de conservation identifiés dans les documents d'objectifs établis pour ces sites ;
3. une analyse démontrant si le programme ou projet seul ou, le cas échéant, en conjugaison avec d'autres programmes ou projets, a ou non des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, sur l'état de conservation des habitats et des espèces pour lesquels les sites ont été désignés ;



4. les mesures envisagées, le cas échéant, par le pétitionnaire pour supprimer ou réduire les conséquences dommageables du programme ou projet sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces du ou des sites concernés, pendant ou après sa réalisation, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes ;
5. une conclusion sur l'atteinte portée ou non par le projet ou le programme à l'intégrité du site Natura 2000.

L'évaluation des incidences Natura 2000 est ciblée sur les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 concernés. L'évaluation des incidences ne doit étudier une composante environnementale que dans la mesure où des impacts de l'application du PLU sur celle-ci a des répercussions sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

L'évaluation des incidences doit, de plus, être proportionnée à la nature et à l'importance du document d'urbanisme considéré. Ainsi, la précision du diagnostic (état initial) et l'importance des mesures d'évitement et des mesures de réduction d'impact, doivent être adaptées aux incidences potentielles sur les sites du Réseau Natura 2000 et aux enjeux de conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié leur désignation.

B - LES SITES NATURA 2000 PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Le territoire communal est couvert par trois sites Natura 2000 :

TYPE	Code officiel	Appellation	Superficie
ZSC	FR2402001	" Sologne "	346 184 ha
ZSC	FR2400528	" Vallée de la Loire de Tavers à Belleville-sur-Loire"	7 120 ha
ZPS	FR2410017	" Vallée de la Loire du Loiret "	7 684 ha

Deux sites Natura 2000 sont localisés à moins de 10 km du secteur de projet :

TYPE	Code officiel	Appellation	Superficie
ZPS	FR2410018	"Forêt d'Orléans"	32 177,3 ha
ZSC	FR2400524	"Forêt d'Orléans et périphérie"	2 251 ha

Au regard des caractéristiques de la présente procédure d'évolution du PLU et dans la mesure où le secteur de projet est localisé à plus de 10 km des autres sites Natura 2000, aucun autre site Natura 2000 que ceux retenus ci-dessus n'ont été analysés dans le cadre pour cette étude d'incidences N2000.

Pour rappel, à la suite des prospections de terrain, des enjeux non significatifs ont été retenus pour les habitats naturels, la faune, la flore et les zones humides. Notamment, aucun habitat ou espèce d'intérêt communautaire n'a été identifié au sein du périmètre élargi établi autour du sous-secteur Uid.

1) Site "Sologne" (ZSC)

➤ Présentation du site

Ce site a été proposé comme Site d'Importance Communautaire (SIC) en mars 2001. Sa fiche descriptive a été mise à jour en août 2017. Il a été officiellement retenu en tant que SIC par la Commission européenne le 07 décembre 2004, puis désigné en tant que Zone Spéciale de Conservation (ZSC), par arrêté ministériel, le 26 octobre 2009.

Il se compose des grands types de milieux suivants :

- Forêts caducifoliées : 34 % ;
- Forêts de résineux : 20 % ;
- Autres terres arables : 18 % ;
- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 11% ;
- Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana : 10 % ;
- Autres terres arables : 1% ;
- Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines) : 3 % ;
- Prairies améliorées : 1 % ;
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 1 % ;
- Pelouses sèches, Steppes : 1 % ;
- Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières : 1 %.

➤ **Intérêt écologique du site**

Ce site N2000 se compose essentiellement de vastes étendues forestières émaillées d'étangs. Son intérêt repose notamment sur la présence de milieux boisés, d'étangs, de landes sèches à Bruyère cendrée, de Callune (*Calluna vulgaris*) et d'Hélianthème faux alysson (*Helianthemum greenei*).

Les habitats d'intérêt communautaire ayant justifié le classement de ce site en ZSC sont :

Code	Habitat	Présence au sein des zones ouvertes à l'urbanisation
2330	Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à <i>Corynephorus</i> et <i>Agrostis</i>	Absent
3110	Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (<i>Littorelletalia uniflorae</i>)	Absent
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des <i>Littorelletea uniflorae</i> et/ou des <i>Isoeto-Nanojuncetea</i>	Absent
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.	Absent
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	Absent
3260	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitriche-Batrachion</i>	Absent
4010	Landes humides atlantiques septentrionales à <i>Erica tetralix</i>	Absent
4030	Landes sèches européennes	Absent
5130	Formations à <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires	Absent
6160	Pelouses calcaires de sables xériques	Absent
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)	Absent
6230	Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	Absent
6410	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)	Absent
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin	Absent
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	Absent
7110	Tourbières hautes actives	Absent
7140	Tourbières de transition et tremblantes	Absent
7150	Dépressions sur substrats tourbeux du <i>Rhynchosporion</i>	Absent

91D0	Tourbières boisées	Absent
91E0	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (Alno-Padion, <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	Absent
9120	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à <i>Ilex</i> et parfois à <i>Taxus</i> (<i>Quercion robori-petraeae</i> ou <i>Ilici-Fagenion</i>)	Absent
9190	Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à <i>Quercus robur</i>	Absent
9230	Chênaies galicio-portugaises à <i>Quercus robur</i> et <i>Quercus pyrenaica</i>	Absent

➤ Vulnérabilité du site

Le processus d'enfrichement (spontané ou volontaire) des landes et prairies est le principal facteur de vulnérabilité de ce site N2000 en raison d'une fermeture du milieu. Ce phénomène s'accompagne d'un envahissement des étangs par les saules ou des roselières banales. De même, les tourbières et milieux tourbeux régressent par boisement.

➤ Incidences potentielles du projet

Le secteur justifiant la présente procédure est localisé à moins de 350 m à vol d'oiseau des limites du site N2000 mais il est non inclus, ainsi, il n'engendre aucun effet direct négatif sur ce site par destruction d'habitats communautaires. De plus, celui-ci ne présente (voir tableau ci-dessus et la description de l'occupation du sol au chapitre III – Paragraphe I) pas d'habitats d'intérêt communautaire. Ainsi, son urbanisation n'est pas susceptible d'entraîner des effets indirects négatifs sur les habitats du site Natura 2000.

S'agissant des espèces d'intérêt communautaire justifiant la désignation du site, aucune espèce floristique n'a été identifiée au sein du secteur de projet prospecté.

Le sous-secteur Uid, objet de la présente procédure, est en cours de fermeture suite à la recolonisation de la friche prairiale par le Prunellier.

2) Site "Vallée de la Loire de Travers à Belleville-sur-Loire" (ZSC)

➤ Présentation du site

Ce site a été proposé comme Site d'Importance Communautaire (SIC) en avril 2002. Sa fiche descriptive a été mise à jour en août 2017. Il a été officiellement retenu en tant que SIC par la Commission européenne le 07 décembre 2004, puis désigné en tant que Zone Spéciale de Conservation (ZSC), par arrêté ministériel, le 13 avril 2007.

Il se compose des grands types de milieux suivants :

- Dunes, Plages de sables, Machair : 5% ;
- Galets, Falaises maritimes, Ilots : 4% ;
- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 41% ;
- Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières : 8% ;
- Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana : 8 % ;
- Pelouses sèches, Steppes : 5% ;
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 7% ;
- Prairies améliorées : 2% ;
- Autres terres arables : 1% ;
- Forêts caducifoliées : 15% ;
- Forêt artificielle en monoculture (ex : Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques) : 2% ;
- Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines) : 2%.

➤ Intérêt écologique du site

Ce site N2000 abrite de nombreux biotopes comme des plages de sable, des forêts caducifoliées, des landes, etc. Ces zones constituent de forts réservoirs en biodiversité et certains très spécifiques pour la nidification d'espèces typiques des grèves de Loire telles que la Sterne naine (*Sterna albifrons*) et la Sterne pierregarin (*Sterna hirundo*).

Les habitats d'intérêt communautaire ayant justifié le classement de ce site en ZSC sont :

Code	Habitat	Présence au sein des zones ouvertes à l'urbanisation
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	Absent
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.	Absent
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	Absent
3260	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion	Absent
3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidetion p.p	Absent
6160	Pelouses calcaires de sables xériques	Absent
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)	Absent
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin	Absent
91E0	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae	Absent
91DF0	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmion minoris)	Absent

➤ Vulnérabilité du site

Les sources de vulnérabilité sont nombreuses : création de plans d'eau, fermeture des pelouses, urbanisation liée aux activités de loisirs, abandon du pâturage, intensification des cultures (vergers, serres...), extension des espèces exotiques.

➤ Incidences potentielles du projet

Le sous-secteur dédié à accueillir la future déchetterie se situe à environ 1,9 km à vol d'oiseau du site N2000, ainsi, il n'engendre aucun effet direct négatif sur ce site par destruction d'habitats communautaires. De plus, celui-ci ne présente (voir tableau ci-dessus et la description de l'occupation du sol au chapitre III – Paragraphe I) pas d'habitat d'intérêt communautaire. Ainsi, son urbanisation n'est pas susceptible d'entraîner des effets directs ou indirects négatifs sur les habitats du site Natura 2000.

S'agissant des espèces d'intérêt communautaire justifiant la désignation du site, l'absence d'habitat d'intérêt pour ces espèces sur la zone limite fortement l'existence d'éventuels effets négatifs de l'urbanisation du sous-secteur pour ces espèces. Ce constat est renforcé par les inventaires de terrain menés sur le périmètre puisqu'aucune des espèces recensées n'est déclarée d'intérêt communautaire pour ce site N2000.

Une espèce exotique envahissante, le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*), est présente sur le sous-secteur Uid.

3) Site "Vallée de la Loire du Loiret" (ZPS)

➤ Présentation du site

La fiche descriptive de ce site a été mise à jour en juin 2006. Il a été officiellement confirmé en tant que Zone de Protection Spéciale (ZPS), par arrêté, le 22 novembre 2017.

Ce site se situe à environ 1,9 km à vol d'oiseau du secteur dédié à accueillir la future déchetterie.

Il se compose des grands types de milieux suivants :

- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 45% ;
- Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygane : 10% ;
- Pelouses sèches, Steppes : 15% ;
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 6% ;
- Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière) : 2% ;
- Prairies améliorées : 5% ;
- Forêts caducifoliées : 15% ;
- Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas) : 2%.

➤ Intérêt écologique du site

Ce site N2000 héberge un grand nombre d'espèces grâce à la diversité de ses habitats, landes, pelouses sèches, forêts caducifoliées etc. telles que la Mouette mélanocéphale (*Larus melanocephalus*), l'aigrette garzette (*Egretta garzetta*) et le Castor d'Eurasie (*Castor fiber*). Il s'agit d'un axe migratoire important pour l'avifaune, avec l'observation systématique de grues cendrées (*Grus grus*) et de harles bièvre (*Mergus merganser*).

➤ Vulnérabilité du site

Les sources de vulnérabilité sont multiples : création de plans d'eau, fermeture des pelouses, urbanisation liée aux activités de loisirs, abandon du pâturage, intensification des cultures (vergers, serres...), extension des espèces exotiques.

➤ Incidences potentielles du projet

S'agissant d'une Zone de Protection Spéciale, aucun habitat communautaire ne justifie sa désignation en tant que site Natura 2000. Toutefois, 48 espèces d'oiseaux sont jugées d'intérêt communautaire sur le site.

Pour rappel, suite aux expertises de terrain, l'enjeu pour le groupe des oiseaux sur la zone 1AUe a été jugé faible.

Le sous-secteur Uid étant localisée en dehors du site Natura 2000 "Vallée de la Loire du Loiret", à environ 1,9 km, aucun effet direct de leur urbanisation sur ce site n'est retenu. De plus, bien ce site N2000 ne présente que peu de milieux intéressants et propices à l'avifaune (absence de nidification). Ce constat est renforcé par les inventaires de terrain menés sur le périmètre élargi qui n'ont révélé que 3 espèces patrimoniales dont aucune d'intérêt communautaire pour ce site N2000.

Une espèce exotique envahissante, le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*), est présente sur le sous-secteur Uid.

4) Site "Forêt d'Orléans" (ZPS)

➤ Présentation du site

La fiche descriptive de ce site a été mise à jour en décembre 2003. Il a été officiellement confirmé en tant que Zone de Protection Spéciale (ZPS), par arrêté, le 23 décembre 2003.

Le secteur justifiant la présente procédure est localisé à environ 7,6 km à vol d'oiseau des limites de ce site N2000.

Il se compose des grands types de milieux suivants :

- Forêts caducifoliées : 55% ;
- Forêts de résineux : 26% ;
- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 5% ;
- Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières : 1% ;
- Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana : 1% ;
- Pelouses sèches, Steppes : 1% ;
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 1%.

➤ Intérêt écologique du site

Ce site N2000 est constitué de forêts caducifoliées, de résineux mais aussi de nombreuses zones humides et de rares pelouses sèches. Il constitue un grand intérêt faunistique notamment pour l'avifaune, l'herpétofaune, l'entomofaune et chiroptérofaune. La population de balbuzard pêcheur (*Pandion haliaetus*) se développe d'année en année, constituant ainsi la plus grosse population nicheuse de France. La présence de landes et de friches permet la présence du Lézard des souches (*Lacerta agilis*).

S'agissant d'une Zone de Protection Spéciale, aucun habitat communautaire ne justifie sa désignation en tant que site Natura 2000. Toutefois, 24 espèces d'oiseaux sont jugées d'intérêt communautaire sur le site.

➤ Vulnérabilité du site

Le site est jugé peu vulnérable dans les conditions actuelles de gestion (parcelles de forêt domaniale).

➤ Incidences potentielles du projet

Pour rappel, suite aux expertises de terrain, l'enjeu pour le groupe des oiseaux sur la zone 1AUe a été jugé faible.

Le sous-secteur Uid étant localisée en dehors du site Natura 2000 "Vallée de la Loire du Loiret", à environ 7,6 km, aucun effet direct de leur urbanisation sur ce site n'est retenu. De plus, bien ce site N2000 ne présente que peu de milieux intéressants et propices à l'avifaune (absence de nidification). Ce constat est renforcé par les inventaires de terrain menés sur le périmètre élargi qui n'ont révélé que 3 espèces patrimoniales dont aucune d'intérêt communautaire pour ce site N2000.

5) Site " Forêt d'Orléans et périphérie " (ZSC)

➤ Présentation du site

Ce site a été proposé comme Site d'Importance Communautaire (SIC) en avril 2002. Sa fiche descriptive a été mise à jour en août 2017. Il a été officiellement retenu en tant que SIC par la Commission européenne le 31 juillet 2003, puis désigné en tant que Zone Spéciale de Conservation (ZSC), par arrêté ministériel, le 07 octobre 2016.

Le sous-secteur justifiant la présente procédure est localisé à environ 7,6 km à vol d'oiseau des limites de ce site N2000.

Il se compose des grands types de milieux suivants :

- Forêts caducifoliées : 51% ;
- Forêts de résineux : 35% ;
- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 10% ;
- Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières : 1% ;
- Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana : 1% ;
- Pelouses sèches, Steppes : 1% ;
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 1%.

➤ Intérêt écologique du site

Les habitats d'intérêt communautaire ayant justifié le classement de ce site en ZSC sont :

Code	Habitat	Présence au sein des zones ouvertes à l'urbanisation
3110	Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (<i>Littorelletalia uniflorae</i>)	Absent
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des <i>Littorelletea uniflorae</i> et/ou des <i>Isoeto-Nanojuncetea</i>	Absent
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.	Absent
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i>	Absent
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)	Absent
6230	Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	Absent
6410	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)	Absent
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	Absent
7140	Tourbières de transition et tremblantes	Absent
7150	Dépressions sur substrats tourbeux du <i>Rhynchosporion</i>	Absent
7210	Marais calcaires à <i>Cladium mariscus</i> et espèces du <i>Caricion davallianae</i>	Absent
91D0	Tourbières boisées	Absent
91E0	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	Absent
9120	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à <i>Ilex</i> et parfois à <i>Taxus</i> (<i>Quercion robori-petraeae</i> ou <i>Illici-Fagenion</i>)	Absent
9190	Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à <i>Quercus robur</i>	Absent

➤ Vulnérabilité du site

Le site est jugé peu vulnérable dans les conditions actuelles de gestion (parcelles de forêt domaniale).

➤ Incidences potentielles du projet

Le sous-secteur justifiant la présente procédure est localisé à environ 7,6 km à vol d'oiseau des limites de ce site N2000. Ainsi, il n'engendre aucun effet direct négatif sur ce site par destruction d'habitats communautaires. De plus, celle-ci ne présente (voir tableau ci-dessus et la description de l'occupation du sol au chapitre II – Paragraphe I) pas d'habitats d'intérêt communautaire. Ainsi, leur urbanisation n'est pas susceptible d'entraîner des effets indirects négatifs sur les habitats du site Natura 2000.

S'agissant des espèces d'intérêt communautaire justifiant la désignation du site, l'absence d'habitat d'intérêt pour ces espèces au sein du sous-secteur limite fortement l'existence d'éventuels effets négatifs de leur urbanisation pour ces espèces. Ce constat est renforcé par les inventaires de terrain menés sur le périmètre élargi du sous-secteur Uid puisqu'aucune des espèces recensées n'est déclarée d'intérêt communautaire pour ce site N2000.

Conclusions générales

➔ Ainsi, au regard des caractéristiques de la présente procédure et des éléments évoqués ci-dessus, la révision allégée du PLU de Sully-sur-Loire n'est pas de nature à porter atteinte de façon significative aux sites Natura 2000 retenus.

CHAPITRE V : PRÉSENTATION DES MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET SI POSSIBLE COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Le projet de révision allégée du PLU **contient des dispositions réglementaires qui peuvent être considérées en tant que telles comme des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation** vis-à-vis des incidences potentielles ou avérées identifiées précédemment.

L'évaluation environnementale du document s'établissant en parallèle de la procédure de révision allégée du PLU, le choix de la localisation du projet résulte déjà de mesures d'évitement (ex : hors périmètre PPRi ou sites naturels d'intérêt écologique, etc.). Le présent chapitre présente les mesures envisagées au sein de la présente procédure d'évolution du PLU pour éviter, réduire ou à défaut compenser les incidences potentielles identifiées et retenues au chapitre précédent. Les mesures envisagées pour réduire les incidences du projet de PLU sur l'environnement doivent être proportionnées en fonction des enjeux et des impacts observés.

Thématique environnementale		Incidences potentielles négatives	Mesures d'évitement	Mesures de réduction
Milieux naturels et biodiversité	Faune / Flore / Habitats	<ul style="list-style-type: none"> - Disparition d'espèces faunistiques et/ou floristiques à enjeux - Dégradation ou destruction d'habitats d'intérêt écologique (ex : habitats d'intérêt communautaire, sites Natura 2000, ZNIEFF). 	<p>Site du projet (sous-secteur Uid) ne présentant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune espèce faunistique ou floristique à enjeux - Aucune incidence significative sur le réseau Natura 2000. 	<p>Création de dispositions réglementaires pouvant bénéficier à la biodiversité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un espace planté en bordure de voie - Création d'un écran végétal au contact des zones naturelles (lisière Nord).
	Zones humides	Dégradation ou destruction d'habitats de zones humides	Aucune zone humide n'a été identifiée par l'étude de caractérisation des zones humides effectuée sur le périmètre du sous-secteur Uid créé par le biais de la présente procédure (inventaire de terrain)	/
	Continuités écologiques	Suppression ou altération de continuités écologiques par fragilisation/rupture de corridors écologiques	Site de projet situé en dehors de réservoirs de biodiversité et non traversé par un corridor écologique avéré	<ul style="list-style-type: none"> - Les éléments paysagers (écran végétal, espace planté) pourront éventuellement servir de support pour les espèces (ex : avifaune, micromammifères) ; - Au regard de l'occupation actuelle du sol du sous-secteur Uid, à savoir la présence d'un fourré mésophile dense colonisant la friche prairiale, ainsi que de sa localisation, à savoir inclus dans le prolongement d'un secteur urbain, les

				connexions écologiques apparaissent dégradées et peu fonctionnelles.
Paysage et Patrimoine bâti	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation du paysage en raison de la localisation de la zone ouverte à l'urbanisation ; - Détérioration de la trame bâtie existante, ambiance urbaine, etc. en raison de la destination et/ou l'aspect extérieur des constructions autorisées au sein de la zone AU ou des ajustements réglementaires apportées dans les autres zones, notamment en zone urbaine ancienne (UA). 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune localisée en dehors de la zone de protection UNESCO ; - Secteur ouvert à l'urbanisation peu sensible d'un point de vue paysager en raison de sa localisation (rattaché à une zone d'activités existante). Le secteur est peu ou pas perceptible depuis les points extérieurs. 	Création de dispositions réglementaires :	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un espace planté en bordure de voie - Création d'un écran végétal au contact des zones naturelles (lisière Nord) ; - limitation de la hauteur des constructions (10 m)
Gestion économe de l'espace et maîtrise de la consommation d'espaces	Consommation foncière en extension	/		Ce développement urbain est rattaché à la trame bâtie existante. En effet, il se situe dans le prolongement de la zone d'activités existante de la Pillardière. Il s'agit d'un épaississement de la zone d'activités. De plus, il est connecté au réseau viaire existant (chemin de Pisseloup)
Ressource en eau	Projet de développement résidentiel affectant le captage d'alimentation en eau potable communal.	Localisé en dehors des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage d'alimentation en eau potable communal	/	
Risques naturels	Augmentation de risques naturels	Aucune sensibilité majeure en termes de risques naturels n'a été identifiée sur le site.	/	
Risques technologiques	Risque technologique liée à l'activité de la zone correspondant à une déchetterie (ex : stockage de matériaux et produits potentiellement dangereux ou polluants)	/		Le site du projet de déchetterie est implanté au sein d'une zone d'activités économiques, à l'écart des secteurs résidentiels et d'équipements publics (école, etc.).

Nuisances	Nuisances sonores liées à l'activité de la zone	/	Un recul de 10 m des constructions est imposé par rapport aux limites séparatives afin de limiter les éventuels nuisances pour les activités limitrophes.
Pollutions (eau, sols et sous-sol)	Pollution des eaux, du sol et sous-sol en raison d'une gestion inappropriée des eaux pluviales et/ou des eaux usées (ruissellements des eaux de pluie, conformité de la station d'épuration).	<ul style="list-style-type: none"> - Disposition réglementaire obligeant le raccordement au réseau collectif d'assainissement des eaux usées (séparatif) ; - Raccordement des eaux usées à la station d'épuration communale, conforme à la réglementation en vigueur et de capacité suffisante. 	Gestion d'une partie des eaux pluviales in-situ grâce à la mise en place d'un bassin de rétention ce qui limitera les ruissellements et leur pollution.
Déplacements - Mobilité	Augmentation du trafic routier	Le projet n'engendre pas de déplacements supplémentaires dans la mesure où il s'agit d'une relocalisation de la déchetterie de l'autre côté du chemin de Pisseloup. De plus, ce secteur se localise au sein d'une commune identifiée en tant que "Polarité majeure" au SCoT, à savoir au plus près du bassin de populations	/
Air, énergie, climat	Dégradation de la qualité de l'air, augmentation de la consommation d'énergie et des rejets de gaz à effet de serre.	Le projet consistant au remplacement de la déchetterie actuelle par une nouvelle déchetterie, les enjeux liés à cette thématique ne semblent pas être modifiés de manière significative.	/

Aucune mesure compensatoire n'est appliquée à la présente procédure.

Au regard des incidences potentielles négatives éventuelles et des mesures d'évitement ou de réduction mises en place, les impacts néfastes résiduels pour l'environnement sont.

Thématique environnementale		Niveau d'impact
Milieux naturels et biodiversité	Continuités écologiques	Faible
Paysage et Patrimoine bâti		Très faible
Gestion économe de l'espace et maîtrise de la consommation d'espaces		Modéré
Risques naturels		Faible
Risques technologiques		Faible
Nuisances		Faible
Pollutions (eau, sols et sous-sol)		Faible
Déplacements - Mobilité		Très faible
Air, énergie, climat		Très faible

Ainsi, hormis pour la thématique "*Gestion économe de l'espace et maîtrise de la consommation d'espaces*", aucun impact négatif significatif n'a été retenu pour la réalisation de cette révision allégée de PLU.

CHAPITRE VI : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU ET DESCRIPTION DES MÉTHODES UTILISÉES POUR RÉALISER L'ÉVALUATION

La procédure d'évaluation environnementale constitue une démarche temporelle qui se poursuit au-delà de l'approbation de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme. Pour donner suite aux orientations d'aménagement établies, aux objectifs fixés et aux prescriptions réglementaires retenues dans le document d'urbanisme, un suivi de l'application de ses dispositions sera mis en place tout au long de sa mise en œuvre.

L'objectif est de fournir des informations fiables et actualisées sur la mise en œuvre des objectifs du projet et sur l'impact de ses actions et de faciliter la prise de décisions pertinentes dans le cadre du pilotage du projet.

Ainsi, à minima, et conformément à l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal devra procéder, au plus tard 9 ans après l'approbation de la présente procédure, à une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement.

Cette analyse permettra d'effectuer un état des lieux de l'avancée de la mise en œuvre des objectifs énoncés dans cette procédure d'évolution du PLU et de recourir, si besoin, à une nouvelle évolution du document d'urbanisme (modifications, révisions, etc.) en fonction des ajustements à apporter.

La démarche d'évaluation environnementale nécessite de s'appuyer sur des indicateurs pertinents qui permettent de suivre dans le temps l'évolution des enjeux environnementaux, sociaux et économiques sur le territoire et d'apprécier l'application du PLU ou de ses évolutions.

Ces indicateurs sont de différentes natures afin de réaliser deux étapes, celle du suivi et celle de l'évaluation :

- le suivi mesure les moyens par lesquels les objectifs sont atteints et examine l'impact des activités du projet sur les objectifs ; il effectue en outre une comparaison avec les performances attendues ;
- l'évaluation mesure les effets/résultats d'un projet en vue de déterminer sa pertinence, sa cohérence et son efficacité de mise en œuvre ainsi que l'efficacité, les impacts et la pérennité des effets obtenus.

Ces indicateurs permettent de prendre en compte et de "mesurer" :

- les pressions engendrées par les activités humaines (évolution de la surface des zones naturelles en fonction des pressions exercées, etc.) ;
- l'état dans lequel se trouve l'environnement (nombre d'espèces patrimoniales rares ou protégées) ;
- les réponses (mesures) mises en place par la collectivité pour compenser les incidences consécutives aux pressions (niveau de prise en compte des surfaces naturelles et agricoles, mesures de protection, de gestion, etc.).

En ce qui concerne la mise en œuvre du suivi de la révision allégée du PLU de Sully-sur-Loire, celui-ci doit s'inscrire dans la continuité du suivi mis en place lors de l'élaboration du document d'urbanisme le 21 décembre 2017.

Il est proposé ci-dessous des indicateurs de suivi répondant aux principaux enjeux environnementaux soulevés par la présente procédure. Trois critères de base ont été retenus pour sélectionner les indicateurs de suivi :

- La pertinence et l'utilité pour les utilisateurs,
- La facilité à être mesurés,
- L'adaptation aux spécificités du territoire.

	Objectifs	Indicateurs proposés	Données ou outils à utiliser	Producteurs	Périodicité
Indicateurs sur la consommation d'espaces naturels	Évaluer la consommation d'espaces naturels	Suivi de l'évolution de l'occupation biophysique des sols du sous-secteur Uid	Corine Land Cover	Agence européenne de l'environnement	Tous les 9 ans
		Suivi de l'évolution de la superficie du sous-secteur Uid	Tableau des superficies des zones identifiées au PLU établi dans le rapport de présentation.	Commune de Sully-sur-Loire	

	Objectifs	Indicateurs proposés	Données ou outils à utiliser	Producteurs	Périodicité
Indicateurs sur le paysage	Intégration de la déchetterie dans le tissu urbain existant de la zone d'activités de la Pillardière	Respect des dispositions réglementaires du sous-secteur Uid (ex : création d'un espace planté, écrans végétaux, hauteur maximale des constructions).	Dispositions réglementaires	Commune de Sully-sur-Loire	Bilan après urbanisation du secteur ou lors du dépôt de permis de construire

	Objectifs	Indicateurs proposés	Données ou outils à utiliser	Producteurs	Périodicité
Indicateurs sur la ressource en eau	Assurer une gestion efficace des eaux usées (capacité des réseaux et stations d'épuration).	Suivi des installations d'assainissement (conformité, capacité)	Capacité de la STEP	Gestionnaire des réseaux (bilan de fonctionnement annuel du système d'assainissement)	Bilan annuel

CHAPITRE VII : DESCRIPTION DES MÉTHODES UTILISÉES POUR RÉALISER L'ÉVALUATION

I - ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL

A - RECHERCHE ET COLLECTE DES DONNÉES

1) Organismes et documents consultés

La liste non exhaustive est :

- L'ARS (Agence Régionale de Santé) ;
- La DDT (Direction Départementale des Territoires du Loiret) du Loiret ;
- La DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Centre-Val de Loire ;
- Les formulaires standards de données des sites Natura 2000 et les Documents d'Objectifs (DOCOB) concernés par l'étude ;
- Le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Écologique) du Centre-Val de Loire ;
- Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Loire-Bretagne 2016-2015 ;
- Le PGRI (Plan de Gestion des Risques d'Inondation) Loire-Bretagne ;
- Le PPRI (Plan de Prévention des Risques d'inondation) Val d'Orléans ;
- Le SRCAE (Schéma Régional Climat Air Énergie) du Centre-Val de Loire ;
- Le SDC (Schéma Départemental des Carrières) du Loiret ;
- Le SRC (Schéma Régional des Carrières) du Loiret provisoire ;
- Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du Loiret (Préfecture du Loiret) ;
- Le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs) du Loiret ;
- Le SCoT du Pays Forêt d'Orléans - Val de Loire ;
- Le SRADDET Centre-Val de Loire ;
- Le PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets), etc.

2) Bibliographie

Les cartes suivantes ont été consultées :

- carte IGN au 1/25 000ème,
- orthophotoplan des communes via Géoportail.

Les sites suivants ont été consultés :

- Pour les données sur les milieux naturels et la biodiversité : *site de la DREAL, site de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), site du Conservatoire Botanique National du bassin Parisien (CBNBP), CARMEN Centre-Val de Loire* ;
- Pour les données sur les risques et la pollution : *Géorisques, site du BRGM, site du gouvernement (BASOL)* ;
- Pour les données sur l'exploitation du sous-sol : *site du BRGM* ;
- Pour les données sur l'eau potable : *site de l'ARS, site du gouvernement* ;
- Pour les données sur la ressource en eau : *SIGES Centre-Val de Loire, services.eaufrance.fr, gesteau.fr* ;
- Pour les données sur les nuisances sonores : *site du département du Loiret*.

B - PROSPECTIONS DES FUTURS SECTEURS DE DÉVELOPPEMENT URBAIN

1) Inventaires de terrain

Des prospections faunistiques et floristiques ont été effectuées par des spécialistes dans ces domaines afin de caractériser le secteur de projet. Ces prospections (expertise faune, flore et caractérisation des zones humides) ont été réalisées le 03 juillet 2020.

2) Méthodologie des inventaires de terrain

➤ Flore, faune et habitats

Que ce soit pour l'analyse faunistique ou floristique du secteur de projet, une identification des habitats (fourrés et friche prairiale) présents a été menée. Pour ce faire, des relevés phytoécologiques ont été effectués au sein de chaque habitat afin de le caractériser. Ainsi, cette expertise de terrain a permis notamment d'écarter la présence de végétations caractéristiques de zones humides et d'habitats sensibles et/ou importants au regard de leur fonctionnalité écologique.

L'étude de la flore s'est réalisée au travers de parcours échantillons sur un périmètre légèrement élargi au sous-secteur Uid. Cette étude repose sur la réalisation d'un inventaire de terrain qui a permis d'identifier les principales espèces présentes au sein de ce périmètre. Plus particulièrement, ce travail de terrain permet de recenser les espèces floristiques patrimoniales, rares ou protégées. Après analyse de l'ensemble des données récoltées sur le terrain, un enjeu potentiel concernant la flore et les habitats a été dressé.

D'autre part, les investigations faunistiques ont également été établies à partir de parcours échantillons. Chacun des habitats composant le sous-secteur ont été analysés afin d'identifier potentiellement un intérêt pour un ou plusieurs des groupes taxonomiques étudiés (Oiseaux, Reptiles, Amphibiens, Entomofaune). Ainsi, au regard des habitats naturels présents et des espèces faunistiques recensées, des enjeux potentiels pour chaque groupe taxonomique a pu être établi.

➤ Zones humides

Récemment, à la suite de l'adoption par le Parlement et promulgation par le Président de la loi portant création de l'office français de la biodiversité (OFB) du 27 juillet 2019, la rédaction de l'article L.211-1 du code de l'environnement (caractérisation des zones humides) a été modifiée. Bien que la définition légale des zones humides reprenne toujours les deux critères que constituent, d'une part, la pédologie (les sols habituellement inondés ou gorgés d'eau) et, d'autre part, la végétation hygrophile (espèces adaptées à la vie dans des milieux très humides ou aquatiques) ; désormais, ces deux critères sont non cumulatifs. Ainsi, l'arrêté du Conseil d'État du 22/02/2017 n'a plus d'effet et sa note technique du 26/06/2017 est caduque.

La délimitation des zones humides est donc réalisée sur la base du :

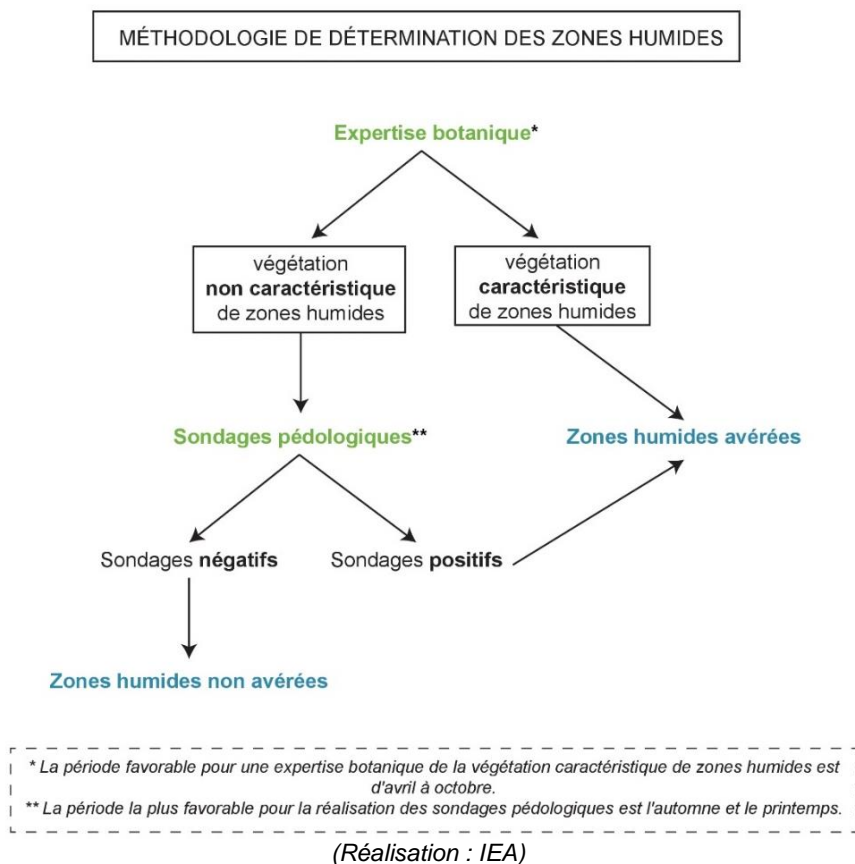
- Critère botanique : présence d'une végétation hygrophile dominante (ex : Joncs, Consoude officinale, Cardamine des prés...) ;

OU

- Critère pédologique : présence de traces d'oxydo-réduction (tâches de rouilles, gley) dans le sol (Sols inféodés aux milieux humides : sols alluviaux, tourbeux et colluvions).

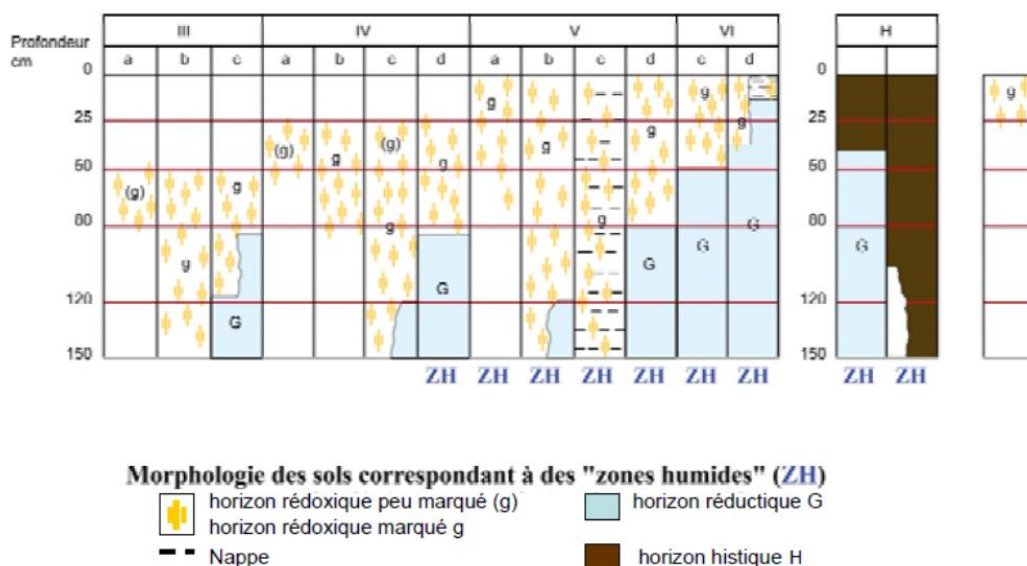
En raison d'une absence de végétation caractéristique de zones humides sur le secteur de projet, des sondages pédologiques à l'aide d'une tarière ont été réalisés. Il s'agissait alors d'observer la présence d'un sol typique des milieux humides (ex : tourbe) ou d'éventuelles tâches de rouille synonymes d'oxydation/réduction du fer et donc de présence d'eau au moins une partie de l'année. Ces observations ont été menées jusqu'à une profondeur de 80 cm sauf en cas de refus (impossibilité technique d'aller plus en profondeur en raison de la nature du sol).





Chaque sondage a fait l'objet d'une description précise des différents horizons et est annexé au rapport d'Évaluation Environnementale.

L'analyse des sondages pédologiques pour caractériser la présence ou non de zones humides s'est basée sur le graphique suivant représentant les classes d'hydromorphie.



D'après les classes d'hydromorphie du Groupe d'Étude des problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981)

II - MISE EN ÉVIDENCE DES IMPACTS DU PROJET

L'estimation des impacts du projet s'est appuyée sur l'identification des contraintes et sensibilités environnementales du territoire, réalisée lors de l'analyse de l'état initial du secteur de projet et la confrontation de ces éléments avec les caractéristiques du projet justifiant la présente procédure.

L'évaluation des incidences de la révision allégée du PLU a porté à la fois sur le réseau Natura 2000, sur le milieu naturel et sur les différentes thématiques de l'environnement (ressource en eau, sols et sous-sols, pollutions, risques, nuisances, air, santé, déchets, etc.).

ANNEXES : PROFILS PÉDOLOGIQUES

Fiche de profil pédologique :

Opérateur : **SA**
03/07/20

Localisation : Sully-sur-Loire

Affaire : CT 1652

Date :

N° du profil : S1

Milieus naturels : Fourré mésophile

Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **IVb**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
40-60	Marron clair	Sableuse	Fine	OUI	NON
60-80	Marron clair	Sableuse	Fine	OUI	NON



→ Le sondage est négatif malgré les traces d'oxydation. En effet, aucune trace de réduction n'a été détectée jusqu'à 80cm de profondeur.

Opérateur : **SA**
03/07/20

Localisation : Sully-sur-Loire

Affaire : CT 1652

Date :

N° du profil : S2

Milieus naturels : Fourré mésophile

Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **III**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
40-60	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON



→ Aucune trace d'oxydation ou de réduction n'a été observée. Le sondage est donc négatif.

Fiche de profil pédologique :

Opérateur : **SA**
N° du profil : S3

Localisation : Sully-sur-Loire Affaire : CT 1652
Milieux naturels : Fourré mésophile

Date : 03/07/20
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **III**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
40-60	Marron clair	Sableuse	Fine	NON	NON
60-80	Marron clair	Sableuse	Fine	OUI	NON



➔ Le sondage est négatif malgré les traces d'oxydation. En effet, aucune trace de réduction n'a été détectée jusqu'à 80cm de profondeur.

Opérateur : **SA**
N° du profil : S4

Localisation : Sully-sur-Loire Affaire : CT 1652
Milieux naturels : Friche prairiale x fourré mésophile

Date : 03/07/20
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **III**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
40-60	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
60-80	Marron clair	Sableuse	Fine	NON	NON



➔ Aucune trace d'oxydation ou de réduction n'a été observée. Le sondage est donc négatif.

Fiche de profil pédologique :

Opérateur : **SA**
N° du profil : S5

Localisation : Sully-sur-Loire
Milieux naturels : Friche prairiale x fourré mésophile

Affaire : CT 1652
Date : 03/07/20
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **III**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
40-60	Marron très clair	Sableuse	Fine	NON	NON



→ Aucune trace d'oxydation ou de réduction n'a été observée. Le sondage est donc négatif.

Opérateur : **SA**
N° du profil : S6

Localisation : Sully-sur-Loire
Milieux naturels : Friche prairiale x fourré mésophile

Affaire : CT 1652
Date : 03/07/20
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **III**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
40-60	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON



→ Aucune trace d'oxydation ou de réduction n'a été observée. Le sondage est donc négatif.

Fiche de profil pédologique :

Opérateur : **SA**
N° du profil : S7

Localisation : Sully-sur-Loire Affaire : CT 1652
Milieux naturels : Friche prairiale x fourré mésophile

Date : 03/07/20
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **III**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
40-60	Marron clair	Sableuse	Fine	NON	NON



➔ Aucune trace d'oxydation ou de réduction n'a été observée. Le sondage est donc négatif.

Opérateur : **SA**
N° du profil : S8

Localisation : Sully-sur-Loire Affaire : CT 1652
Milieux naturels : Friche prairiale x fourré mésophile

Date : 03/07/20
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **IVb**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
40-60	Beige	Sableuse	Fine	OUI	NON
60-70 (refus à 70)	Beige	Sableuse	Fine	OUI	NON



➔ Le sondage est négatif malgré les traces d'oxydation. En effet, aucune trace de réduction n'a été détectée jusqu'à 70cm de profondeur.

Fiche de profil pédologique :

Opérateur : **SA**
N° du profil : S9

Localisation : Sully-sur-Loire Affaire : CT 1652
Milieux naturels : Friche prairiale x fourré mésophile

Date : 03/07/20
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **IVa**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON
20-40	Beige	Sableuse	Fine	OUI	NON
40-50 (refus à 50)	Beige	Sableuse	Fine	NON	NON



→ Le sondage est négatif malgré les traces d'oxydation entre 20 et 40cm de profondeur. Aucune trace de réduction n'est présente.

5. PIÈCES DE LA PROCÉDURE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU LOIRET

ARRONDISSEMENT D'ORLEANS

COMMUNE DE SULLY-SUR-LOIRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 29 JANVIER 2020

DATE DE CONVOCATION : 20 janvier 2020

DATE D'AFFICHAGE : 20 janvier 2020

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 29

PRESENTS : 17

VOTANTS : 22

NUMERO 4

OBJET :

Révision allégée n° 1 du PLU – Décision de prescription

=====

L'an deux mille vingt, le 29 janvier à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc RIGLET, Maire.

Etaient présents :

M. RIGLET, Maire, Mmes BAUDE, BODOT, M. BOUARD, Mme LEVEILLE, MM. HELAINE, DAIMAY, SOLHEID, Mmes AMELIN, PERRIERE, MORISSEAU, EL MOUJOUDI, M. KUYPERS, Mmes MOUNIER, LEFAUCHEUX, MM. CHERREAU, BELHADJ.

Absents excusés :

M. LENOIR (ayant donné procuration à Mme BAUDE)
M. BRUNET (ayant donné procuration à M. SOLHEID)
M. GERARD (ayant donné procuration à Mme LEVEILLE)
M. JACQUINOT (ayant donné procuration à M. DAIMAY)
Mme LEJEUNE (ayant donné procuration à Mme AMELIN)

Absents :

M. LOPEZ
M. NAILI
Mme BADOUX
Mme DULAC-NOTTIN
Mme BADARELLE
M. MEDINA
M. LONG

Mme AMELIN est élue Secrétaire de séance.

Monsieur DAIMAY, Maire-Adjoint en charge de l'Urbanisme rappelle que par une délibération en date du 21 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU). Ce document a fait l'objet d'une modification simplifiée n° 1 sur ses plans de zonage le 18 juillet 2019, afin de permettre le changement de destination du bâti existant sur la parcelle AI n° 152 pour la création d'une « Maison des services », projet mené par la Communauté de communes du Val de Sully.

Monsieur DAIMAY expose qu'il est prévu de réaliser une déchetterie à proximité de la zone d'activités de la Pillardière. C'est en effet le lieu estimé le plus favorable compte tenu de l'équipement existant et des accès. Les propriétaires des parcelles concernées ont donné leur accord pour ce projet et la Communauté de communes du Val de Sully a validé l'acquisition de ces parcelles par délibération n° 2019-04 du Conseil communautaire du 8 janvier 2019.

Actuellement, le PLU classe les parcelles propices à cet aménagement en zone N et Ui.

Il convient en conséquence de changer les dispositions du PLU, afin d'autoriser le projet.

Les parcelles concernées par le changement de destination mesurent environ 18 000 m² et seraient classées en zone Ue.

Monsieur DAIMAY précise que la procédure permettant ce changement de zonage est celle de la révision avec examen conjoint, dite « révision allégée », prévue aux articles L.153-34 et suivants du Code de l'urbanisme.

Monsieur DAIMAY indique que conformément aux dispositions des articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, une concertation doit être organisée de manière à associer la population, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, en les informant du projet d'évolution envisagé et en recueillant leurs éventuelles observations.

La Commune informera le public de l'engagement de la procédure de révision par voie d'affichage et sur son site internet, à l'adresse : www.sully-sur-loire.fr.

Le public sera en outre régulièrement informé de l'avancée de la procédure sur le site internet de la Commune. Enfin, un dossier comprenant un registre d'observations à destination du public sera mis à disposition en mairie afin de permettre à la population, aux associations locales et aux autres personnes concernées de s'exprimer sur l'évolution envisagée.

La concertation se déroulera tout au long de la phase d'élaboration du projet de révision allégée.

Au terme de cette phase, un bilan de la concertation sera tiré et un projet de révision sera arrêté pour être soumis à l'examen conjoint de l'Etat, de la Commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme.

Le projet et le procès-verbal de réunion d'examen conjoint seront ensuite soumis à enquête publique.

Le Conseil Municipal,

après avoir entendu l'exposé du Maire-Adjoint,

et en avoir délibéré à l'unanimité des votants,

DECIDE

Article 1^{er} :

de prescrire la révision avec examen conjoint du Plan Local d'Urbanisme de la Commune, conformément aux dispositions des articles L.153-31, L.153-34 et R.153-12 du Code de l'urbanisme.

Article 2 :

d'énoncer l'objectif poursuivi, à savoir le classement en zone Ue pour permettre la réalisation d'une déchetterie, de l'ensemble des parcelles figurant au plan annexé à la présente délibération.

Article 3 :

de soumettre la procédure à la concertation du public pendant toute sa durée, en associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, selon les modalités suivantes :

- information de la prescription de la procédure par voie d'affichage et sur le site internet de la Commune, à l'adresse : www.sully-sur-loire.fr ;
- information régulière de l'avancée de la procédure sur le site internet de la Commune ;
- mise à disposition en mairie d'un dossier comprenant un registre d'observations afin de recueillir l'avis de la population, des associations locales et des autres personnes concernées.

Article 4 :

d'associer les services de l'État conformément aux dispositions de l'article L.132-10 du Code de l'urbanisme.

Article 5 :

de consulter au cours de la procédure, les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L.132-12, L.132-13, R.153-2 et R.153-5 du Code de l'urbanisme, si elles en font la demande et en tant que de besoin, l'autorité environnementale.

Article 6 :

d'établir l'évaluation environnementale.

Article 7 :

de consulter la chambre d'agriculture, le centre régional de la propriété forestière, la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Article 8 :

de charger le cabinet d'études de réaliser les études nécessaires à la révision et de préparer les actes et documents nécessaires à cette mission.

Article 9 :

de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, ou avenant à cet égard.

Article 10 :

dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Article 11 :

conformément aux articles L.132-7, L.132-9, L.132-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet du Loiret,
- aux présidents du Conseil régional Centre Val de Loire et du Conseil départemental du Loiret,
- aux présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre de métiers et de la Chambre d'agriculture,
- au président du PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne, en charge du SCoT,
- à la présidente de la Communauté de communes du Val de Sully.

Le Maire certifie le caractère exécutoire
de la présente délibération

Transmise à la Préfecture d'Orléans le :

Affichée en Mairie le : - 6 FEV 2020

Pour le Maire et par délégation

Le Directeur Général des Services

Jean-Marc BELEAU

Pour copie conforme,
Le Maire
Jean-Luc RIGLET

- 6 FEV 2020

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU LOIRET
ARRONDISSEMENT D'ORLEANS

COMMUNE DE SULLY-SUR-LOIRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 14 JUIN 2021

DATE DE CONVOCATION : 8 juin 2021
DATE D'AFFICHAGE : 8 juin 2021

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 29

PRESENTS : 22

VOTANTS : 27

NUMERO 84

OBJET :

**Approbation du projet de révision allégée n° 1 du Plan Local
d'Urbanisme (PLU)**

L'an deux mille vingt et un, le 14 juin à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni à la salle Lepage, sous la présidence de Jean-Luc RIGLET, Maire.

Etaient présents :

M. RIGLET, Maire, Mme DION, M. HELAINE, Mme LEVEILLE Jeannette, M. MARTIN, Mmes AMELIN, PERRONNET, MM. DAIMAY, BRUNET, SOLHEID, LAURENT, FALLIK, Mme BADOUX, M. BELHADJ, Mmes PERRIERE, LEVEILLE Edwige, MORISSEAU, PRUNEAU, SCHREIER, M. GAUTIER, Mmes MOUNIER, LEFAUCHEUX.

Absents excusés :

M. CHERREAU (ayant donné procuration à Mme AMELIN)
M. SANCLEMENTE (ayant donné procuration à Mme DION)
Mme MAUGUEN (ayant donné procuration à Mme LEVEILLE Edwige)
M. BRIAIS (ayant donné procuration à M. HELAINE)
M. COUSIN (ayant donné procuration à Mme LEFAUCHEUX)

Absents :

M. GERARD
Mme EL MOUJOUDI

Mme SCHREIER est élue Secrétaire de séance.

M. DAIMAY, Maire-Adjoint en charge de l'Urbanisme, rappelle les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de cette procédure de révision allégée n° 1 du PLU à savoir :

- ❖ La réalisation d'une déchetterie à proximité de la zone d'activités de la Pillardière, site estimé le plus favorable en raison de l'équipement existant et des conditions d'accès. Le classement de la majeure partie du site en zone N ne permettant pas ce projet, la mise en œuvre d'une révision allégée du PLU s'imposait.

M. DAIMAY rappelle que le Conseil Municipal a engagé la procédure de révision allégée n° 1 du PLU par délibération du 29 janvier 2020, et qu'il a été procédé au bilan de la concertation publique et à l'arrêt de projet par délibération le 19 octobre 2020.

Le procès-verbal de l'examen conjoint avec les personnes publiques associées, du 2 décembre 2020, a été joint au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 29 mars au 30 avril 2021.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public lors de 3 permanences. Deux personnes se sont manifestées au cours de cette enquête, dont une par courriel.

Dans ses conclusions le commissaire-enquêteur souligne la pertinence de l'implantation retenue pour le projet de déchetterie, et constate que la commune a répondu aux recommandations de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du Centre Val de Loire.

Il indique par ailleurs que l'écran végétal prévu au droit de la voie ferrée devra être réalisé sur la totalité de la limite.

Sur ce dernier point, il faut préciser que le schéma d'organisation de la déchetterie, joint à l'enquête publique, a une valeur indicative, et qu'il prévoit une haie en limite Nord et Est et une trame verte en bordure de la voie ferrée.

Le règlement de la zone Ui prévoit un traitement paysager le long des voies et en secteur Uid un espace planté de 5 m de large. Pour suivre l'indication du commissaire-enquêteur, il conviendrait d'ajouter que, pour le secteur Uid, la voie ferrée est à prendre en compte dans les voies. En revanche, on ne peut étendre en l'état cette disposition à la zone d'activité limitrophe.

Les conclusions du commissaire-enquêteur sont favorables et sans mention d'aucune réserve.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 153-34 et R. 153-12,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 janvier 2020 prescrivant la révision allégée n° 1 du PLU et définissant les modalités de la concertation et les objectifs principaux poursuivis par la commune,

Vu la concertation publique qui s'est déroulée dans les conditions déterminées par la commune et qui a donné lieu au bilan approuvé et à l'arrêt du projet par délibération du Conseil Municipal en date du 19 octobre 2020,

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 8 janvier 2021,

Vu l'examen conjoint et les avis recueillis le 2 décembre 2020,

Vu l'arrêté du Maire en date du 3 mars 2021 prescrivant l'enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Le Maire-Adjoint entendu,

Considérant que le projet de révision allégée n° 1 du PLU, tel qu'il est présenté et après complément réglementaire concernant l'écran végétal au droit de la voie ferrée, est prêt à être approuvé,

et après en avoir délibéré à l'unanimité des votants,

DECIDE

Article 1^{er} :

d'approuver l'ajustement apporté au règlement du secteur Uid.

Article 2 :

d'approuver le projet de révision allégée n°1 du PLU, tel que présenté et annexé à la présente délibération.

Article 3 :

donne tous pouvoirs au Maire pour l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des formalités de publicité, conformément aux dispositions des articles R153-20 et suivants du Code de l'urbanisme.

Article 5 :

le dossier de PLU sera tenu à la disposition du public en mairie de
SULLY SUR LOIRE.

Pour copie conforme,
Le Maire,

Le Maire certifie le caractère exécutoire
de la présente délibération

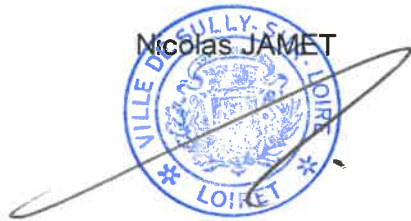
Transmise à la Préfecture d'Orléans le : 17/06/22

Affichée en Mairie le : 17/06/22

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services



Nicolas JAMET



Bienvenue Yasmine CHAUVEAU RT /MAIRIE DE SULLY SUR LOIRE

Accueil | Administration | Préférences | Aide | Déconnexion

Actes en cours | Création d'acte | Recherche

Actes Soumis au Contrôle de Légalité

Acte à classer

Imprimer

Envoyer

del2021084

1

2

3

4

En préparation

En attente retour
Préfecture

> AR reçu <

Classé

Identifiant FAST : ASCL_2_2021-06-17T15:55:43.01 (MI230781007)

Identifiant unique de l'acte : 045-214503153-20210617-del2021084-DE (Voir l'acte classé de réception associé)

Objet de l'acte : Délibération 84/2021 Approbation du projet de révision allégué n. 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Date de décision : 17/06/2021

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 2 Urbanisme
2.1 Documents d'urbanisme
2.1.2 PLU PLUI POS

Acte : 952021084.PDE

Multicanaux : oui

Groupes émetteur de l'acte : TOUS

Préparé
Transmis
Accusé de réception

Date 17/06/21 à 15:55
Date 17/06/21 à 15:55
Date 17/06/21 à 15:54

Par CHAUVEAU Yasmine
Par CHAUVEAU Yasmine

Annuler | Classer

CERTIFIÉ

Certifié
Conforme

Bienvenue Yasmine CHAUVEAU RT /MAIRIE DE SULLY SUR LOIRE

Accueil | Administration | Préférences | Aide | Déconnexion

Actes en cours | Création d'acte | Recherche

Actes Soumis au Contrôle de Légalité

Accusé de réception préfecture

Imprimer

Envoyer

Objet de l'acte : Délibération 84/2021 Approbation du projet de révision alléguée n. 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Date de transmission de l'acte : 17/06/2021

Date de réception de l'accusé de réception : 17/06/2021

Numéro de l'acte : del2021084 (Voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 045-214503153-20210617-del2021084-DE

Date de décision : 17/06/2021

Acte transmis par : Yasmine CHAUVEAU

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 2 Urbanisme
2.1 Documents d'urbanisme
2.1.2 PLU PLUI POS



Mission régionale d'autorité environnementale

Centre-Val de Loire

<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/>

**Avis délibéré de la mission régionale d'autorité
environnementale Centre-Val de Loire
sur la révision allégée
du plan local d'urbanisme (PLU)
de Sully-sur-Loire (45)**

n° : 2021-3034

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Centre-Val de Loire s'est réunie par visio-conférence le 8 janvier 2021. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur la révision allégée du plan local d'urbanisme de Sully-sur-Loire (45).

Étaient présents et ont délibéré collégalement : Christian Le COZ, Sylvie BANOUN, Isabelle La JEUNESSE, Corinne LARRUE et François LEFORT.

Chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

* *

La MRAe a été saisie par la commune de Sully sur Loire. Le dossier a été reçu le 13 octobre 2020.

Cette saisine était conforme à l'article R. 104-21-2° du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale compétente. En application de l'article R. 104-23 du même code, la mission d'appui à l'autorité environnementale de la DREAL de Centre-Val de Loire en a accusé réception. Conformément à l'article R.104-25, l'avis doit être rendu dans un délai de trois mois.

En application des dispositions de l'article R. 104-24 du code de l'urbanisme, la DREAL a consulté par courriel du 13 octobre 2020 l'agence régionale de santé (ARS) de la région Centre-Val de Loire, qui a transmis une contribution en date du 23 octobre 2020.

Sur la base des travaux préparatoires de la DREAL, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Pour chaque plan et document soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne responsable et du public.

Cet avis porte sur la qualité du rapport de présentation restituant l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

1. Présentation du contexte territorial

La commune de Sully-sur-Loire, dans le Loiret (45), appartient à la communauté de communes « Val de Sully » depuis janvier 2017. Elle est située en bord de Loire et s'étend sur une surface de 43,6 km². Elle regroupe environ 5350 habitants (2017).

Actuellement, Sully-sur-Loire dispose d'une déchetterie située au chemin de Pisseloup, au sud de la commune. L'équipement occupe environ 2 500 m² et comporte 5 quais de déchargement. Le dossier présente les différentes déchetteries à proximité, au sud de la Loire (Vienne-en-Val, Cerdon) et conclut à la nécessité de créer une nouvelle zone de dépôt et de tri, notamment pour certains déchets¹ qui ne sont pas acceptés sur place ou dans les autres déchetteries.



Figure 1 : localisation de la déchetterie actuelle de Sully-sur-Loire (source : Google Maps)

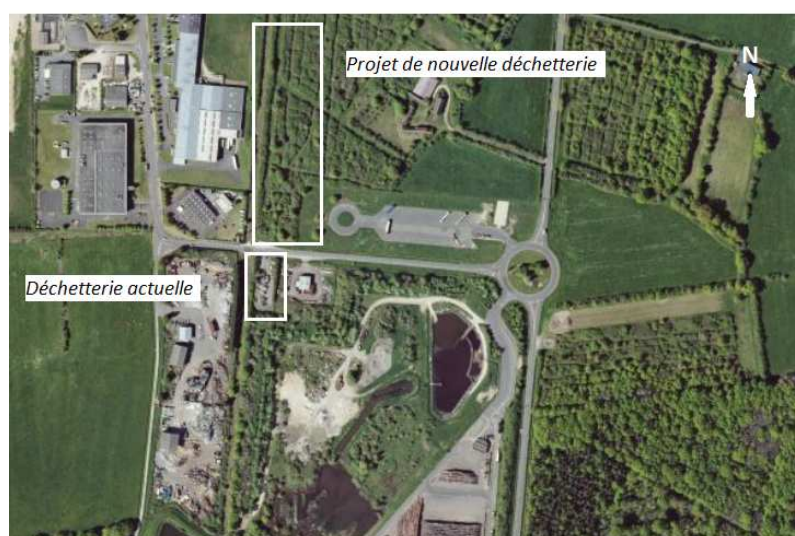


Figure 2 : localisation de la déchetterie actuelle de Sully-sur-Loire et du projet de création d'une nouvelle déchetterie, au chemin du Pisseloup (Source : Géoportail)

1 Notamment les peintures, les solvants, les produits phytosanitaires et les huiles de vidange.

2. Une révision allégée du plan local d'urbanisme permettant l'implantation d'une nouvelle déchetterie à Sully-sur-Loire.

L'objectif des modifications apportées au PLU de Sully-sur-Loire est de permettre l'implantation d'une nouvelle déchetterie d'une capacité supérieure : onze bennes de stockages, contre cinq aujourd'hui.

Le secteur d'implantation identifié, d'une surface totale d'environ 18 000 m², est majoritairement classé en zone naturelle N du PLU (environ 14 000 m²). Le reste de ce secteur (qui correspond à l'actuelle déchetterie) est déjà classé en zone Ui. La révision allégée proposée consiste donc à classer l'ensemble du secteur en zone Uid dédiée spécifiquement à l'implantation de la déchetterie.

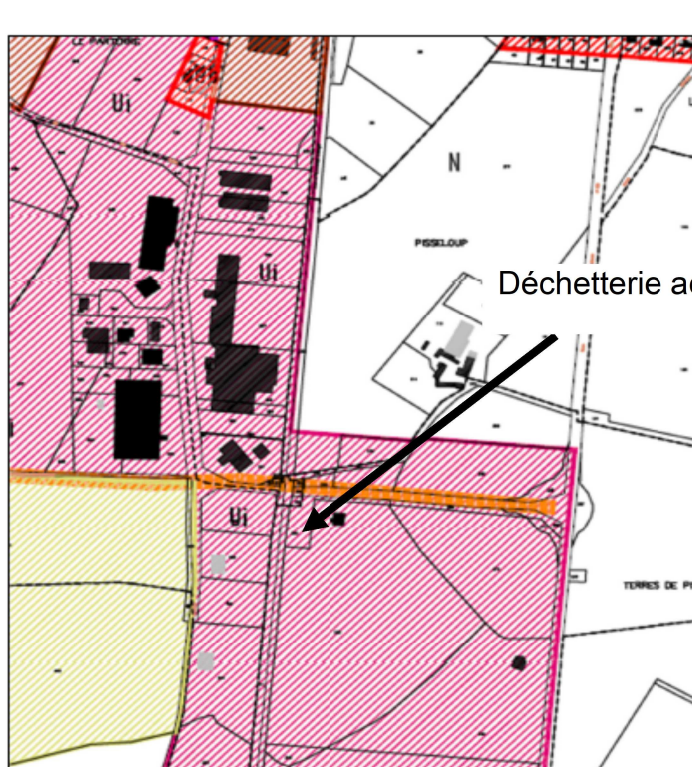


Figure 3 : Zonage avant modification

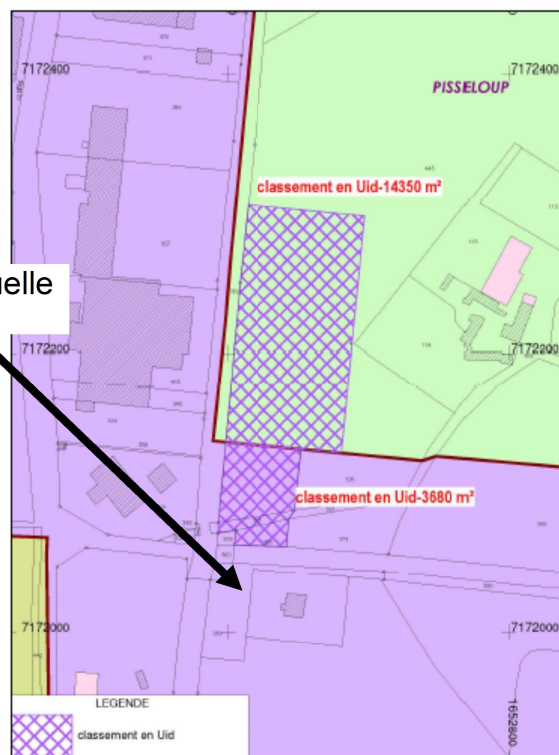


Figure 4 : Zonage après modification

Le changement apporté au PLU consiste donc en la réduction d'une zone naturelle, sans porter atteinte aux orientations définies par le PADD. Ainsi, selon l'article L. 153-34 du code de l'urbanisme, cette modification du document d'urbanisme entraîne une procédure de révision dite « allégée ».

En raison de la présence des sites Natura 2000 « Loire orléanaise » et « La Loire de Travers à Belleville-sur-Loire » sur le territoire communal, ce projet de révision allégée est soumis à évaluation environnementale, en application de l'article R. 104-9 du code de l'urbanisme².

2 « Les plans locaux d'urbanisme, dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion [...]2° De leur révision[...] »

3. Identification et prise en compte des enjeux

Justification du projet au regard de la consommation d'espaces

Le dossier dresse un rapide état des lieux des sites de stockage et de récupération des déchets sur le territoire, dont la déchetterie existante à Sully-sur-Loire et conclut sans explication à la nécessité de la moderniser. La présentation de chiffres témoignant de la saturation ou du mauvais fonctionnement du site existant et des sites aux alentours serait de nature à justifier la nécessité d'un tel projet.

Le dossier mentionne en page 5 qu'aucune extension en zone Ui de la déchetterie actuelle n'est possible. Pourtant la photographie aérienne montre que le secteur situé au sud du site actuel, le long du terrain de la voie ferrée, n'est pas occupé et semblerait être disponible pour une extension. La justification du choix du site d'implantation de la nouvelle déchetterie mériterait donc d'être plus étayée, et il serait également judicieux de présenter les différentes alternatives qui ont été envisagées.

L'autorité environnementale recommande de justifier de l'impossibilité d'étendre le site actuel et de la nécessité de créer un nouveau site.

Par ailleurs, le dossier devrait présenter avec plus de précision l'espace strictement nécessaire à la déchetterie afin de classer spécifiquement les zones concernées par l'implantation d'équipements liés à cette activité. En effet, la surface totale qu'il est prévu de classer en zone Uid, de 18 000 m² pour onze bennes, paraît importante au regard des déchetteries alentours. Par exemple, seulement 9 000 m² sont utilisés pour une dizaine de bennes à Vienne-en-Val. Le projet consommerait environ la moitié de la surface prévue pour ces équipements par le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Forêt d'Orléans Loire Sologne d'ici 2040 sans qu'il ne soit justifié à l'échelle du territoire.

L'autorité environnementale recommande de justifier la taille des équipements prévus au regard du schéma global des déchetteries sur le territoire du SCoT.

Biodiversité, milieux et gestion des eaux

La caractérisation de l'état initial du secteur a été réalisée suite à une unique journée de prospection sur site qui a abouti à la réalisation des inventaires faunistiques et floristiques. Toutefois, au regard du site et des types d'habitats présents, il n'est pas incohérent de qualifier les enjeux de biodiversité et de milieux comme faibles.

Bien qu'aucun nid n'ait été identifié lors de l'inventaire, il est possible que le site soit une zone de reproduction des oiseaux. La mise en œuvre de la mesure de réduction qui consiste à choisir les périodes de travaux en fonction des périodes de nidification des oiseaux (hors mars-juillet) permettrait de limiter significativement les incidences potentielles pour l'avifaune.

L'autorité environnementale recommande de s'assurer que la réalisation des travaux de débroussaillage du site ait lieu en dehors des périodes de nidification des oiseaux.

Le dossier conclut légitimement à l'absence d'incidence significative sur la biodiversité en général et sur les sites Natura 2000 les plus proches.

L'identification des zones humides a été réalisée selon les deux critères, pédologiques et floristiques, conformément à la loi n°2019-773 du 24 juillet 2019, et confirme l'absence de zones humides sur le site.

Séquence éviter-réduire-compenser et procédure complémentaire

La séquence éviter-réduire-compenser (ERC) n'est pas présentée correctement au chapitre V. En effet, pour chaque thématique, les « mesures d'évitements » présentées ne sont pas de véritables mesures d'évitement. Ce sont des commentaires qui correspondent à des justifications du faible impact du projet.

L'autorité environnementale recommande de reprendre la rédaction de la séquence éviter-réduire-compenser (ERC) en s'assurant de la bonne définition de chaque mesure.

Par ailleurs, le projet de création d'installation de collecte de déchets relèvera de la réglementation ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement). L'absence de précision quant aux volumes de déchets ne permet pas d'identifier le régime applicable à l'installation³.

4. Conclusion

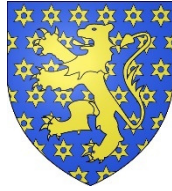
L'évaluation environnementale relative à la révision allégée du PLU de Sully-sur-Loire traite dans l'ensemble les enjeux liés au projet de création d'une nouvelle déchetterie au sud de la commune. Le dossier apparaît proportionné aux incidences potentielles, relativement limitées, qui sont susceptibles d'être générées.

Toutefois quelques précisions sur le projet en lui-même permettraient de mieux qualifier les incidences du projet sur son environnement mais surtout d'apporter les éléments de justification du projet qui en l'état apparaissent insuffisants. Par ailleurs, la mise en œuvre de la démarche ERC ne semble pas avoir été concrètement conduite pour limiter les incidences par des évolutions du projet.

L'autorité environnementale recommande donc de justifier de l'impossibilité d'étendre le site actuel et de la nécessité de créer un nouveau site.

D'autres recommandations figurent dans le corps de l'avis.

3 https://aida.ineris.fr/consultation_document/10715



Commune de
Sully sur Loire



Plan Local d'Urbanisme

DOSSIER DE LA REVISION ALLEGEE

**Compléments en réponse à l'examen conjoint et
à l'avis de la MRAE**

5/02/2021

Révision allégée n° 1

Martine RAGEY

Conseil - Urbanisme

martine.ragey-conseil@orange.fr



INSTITUT d'ÉCOLOGIE APPLIQUÉE
Un lien entre biodiversité & aménagement

Les avis des personnes publiques associées lors de l'examen conjoint, et les avis des personnes consultées sur le projet de révision allégée du PLU, figureront au dossier d'enquête.

Pour une information complète du public, la ville de Sully-Sur-Loire apporte aux différentes observations reçues, les réponses ci-après.

1. Rappel des avis des personnes publiques associées

1.1. Examen conjoint du 2/12/2020

Lors de l'examen conjoint, plusieurs réponses ont été apportées aux questions des personnes publiques associées présentes. On les retrouve dans le PV joint.

Doivent toutefois être précisés les points suivants :

- ❖ L'impossibilité d'agrandir le site actuel,
- ❖ Justification de la surface consacrée au projet de déchetterie,
- ❖ La possibilité de réaliser par tranche,

1.2. Avis de la MRAE du 8/01/2021

❖ Justification du projet au regard de la consommation d'espaces

« Le dossier mentionne en page 5 qu'aucune extension en zone Ui de la déchetterie actuelle n'est possible. Pourtant la photographie aérienne montre que le secteur situé au sud du site actuel, le long du terrain de la voie ferrée, n'est pas occupé et semblerait être disponible pour une extension. La justification du choix du site d'implantation de la nouvelle déchetterie mériterait donc d'être plus étayée, et il serait également judicieux de présenter les différentes alternatives qui ont été envisagées. »

L'autorité environnementale recommande de justifier de l'impossibilité d'étendre le site actuel et de la nécessité de créer un nouveau site.

Par ailleurs, le dossier devrait présenter avec plus de précision l'espace strictement nécessaire à la déchetterie afin de classer spécifiquement les zones concernées par l'implantation d'équipements liés à cette activité. En effet, la surface totale qu'il est prévu de classer en zone Uid, de 18 000 m² pour onze bennes, paraît importante au regard des déchetteries alentours. Par exemple, seulement 9 000 m² sont utilisés pour une dizaine de bennes à Vienne-en-Val. Le projet consommerait environ la moitié de la surface prévue pour ces équipements par le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Forêt d'Orléans Loire Sologne d'ici 2040 sans qu'il ne soit justifié à l'échelle du territoire.

L'autorité environnementale recommande de justifier la taille des équipements prévus au regard du schéma global des déchèteries sur le territoire du SCoT.

❖ Biodiversité, milieux et gestion des eaux

Bien qu'aucun nid n'ait été identifié lors de l'inventaire, il est possible que le site soit une zone de reproduction des oiseaux. La mise en œuvre de la mesure de réduction qui consiste à choisir les périodes de travaux en fonction des périodes de nidification des oiseaux (hors mars-juillet) permettrait de limiter significativement les incidences potentielles pour l'avifaune.

L'autorité environnementale recommande de s'assurer que la réalisation des travaux de débroussaillage du site ait lieu en dehors des périodes de nidification des oiseaux.

❖ Séquence éviter-réduire-compenser et procédure complémentaire

La séquence éviter-réduire-compenser (ERC) n'est pas présentée correctement au chapitre V. En effet, pour chaque thématique, les « mesures d'évitements » présentées ne sont pas de véritables mesures d'évitement. Ce sont des commentaires qui correspondent à des justifications du faible impact du projet.

L'autorité environnementale recommande de reprendre la rédaction de la séquence éviter- réduire-compenser (ERC) en s'assurant de la bonne définition de chaque mesure.

1.3. Synthèse

Les avis résultant de l'examen conjoint et celui de la MRAE se rejoignent sur les questions concernant l'extension du site actuel et sur la superficie consacrée à la future déchetterie.

Le schéma global des déchetteries dans le périmètre du SCoT montre la faiblesse et les limites des établissements situés au sud de la Loire. Il s'agit ici d'un projet permettant une réponse plus complète, apte à réduire les dépôts sauvages par manque d'offre. Ces dispositions sont présentées dans le dossier.

2. Réponses de la ville de Sully-sur-Loire

❖ Raisons pour lesquelles l'extension du site actuel n'est pas possible :

Rappelons ce qui existe actuellement :

- la surface de la déchetterie actuelle : 2500 m²
- l'accès sur la voie est de moins de 28 m.
- les parcelles riveraines appartiennent à la

SAS SWISS KRONO et sont occupées partiellement par des bassins d'eaux pluviales. On note également un accès à partir du rond-point.



❖ La consommation d'espace du projet de déchetterie.

Sans préjuger des études ultérieures, le projet est de principe organisé de la façon suivante :

Le schéma général d'organisation de la déchetterie prend en compte les exigences et contraintes suivantes :

- l'accès unique par le chemin de Pisseloup.
- la configuration de la parcelle, notamment dans sa partie la plus étroite,
- accès au haut de quai pour les usagers. L'accès aux zones de dépôts des déchets verts et gravats se fait éventuellement par le haut de quai ;
- accès et sortie au bas de quai pour les poids lourds pour une double voie ;
- voirie de sortie commune aux usagers et à une partie des véhicules d'exploitation.
- un haut de quai pour 11 bennes permettant de vider aisément et en toute sécurité dans des bennes de 40 m3 environ des cartons, ferrailles, meubles Eco mobilier, bois, ferraille, tout venant.
- l'aménagement d'une plateforme de dépôt au sol des déchets verts d'environ 1200 m²
- une zone en pied de rampe de sortie du quai haut sur laquelle sont positionnés les points d'apport volontaire (PAV) pour le papier et le verre et la colonne à huiles usagées....
- une zone spécifique de mise en réserve de bennes et une place de mise en attente de benne en bas de quai ;
- une circulation des véhicules permettant un usage sécurisé limitant au maximum le croisement des véhicules légers et des poids lourds ;
- l'implantation d'une zone dédiée aux DMS et aux DEEE, en haut de quai ;
- un local gardien pour le personnel de gardiennage avec bureau, vestiaires et sanitaires ;
- un bassin de régulation des eaux pluviales.
- Un bassin de rétention pour les produits dangereux pour l'environnement.

Le fonctionnement.

- ❖ L'entrée et la sortie des usagers seront distinctement séparées
- ❖ Le quai haut est conçu pour fluidifier les circulations et faciliter les manœuvres des véhicules des usagers notamment ceux équipés de remorques.

Le quai haut comprendra une voie de stationnement face aux armoires, une voie de circulation directe vers la plateforme de déchets verts, la voie de manœuvre d'accès aux quais en marche arrière, les aires de stationnement d'un véhicule avec remorque. La largeur du haut de quai doit permettre de circuler lorsque des véhicules sont en stationnement pour déchargement.
- ❖ Les véhicules d'exploitation accèderont jusqu'au portail d'entrée par la même voie que les usagers.

Après le portail, deux voies d'accès se séparent. Compte-tenu des contraintes de manœuvre, les véhicules d'enlèvement des bennes emprunteront la voie de sortie des usagers. Une signalisation routière adaptée sera mise en place afin d'éviter les risques d'accidents.
- ❖ Le bas de quai est réservé aux prestataires d'enlèvement des bennes.

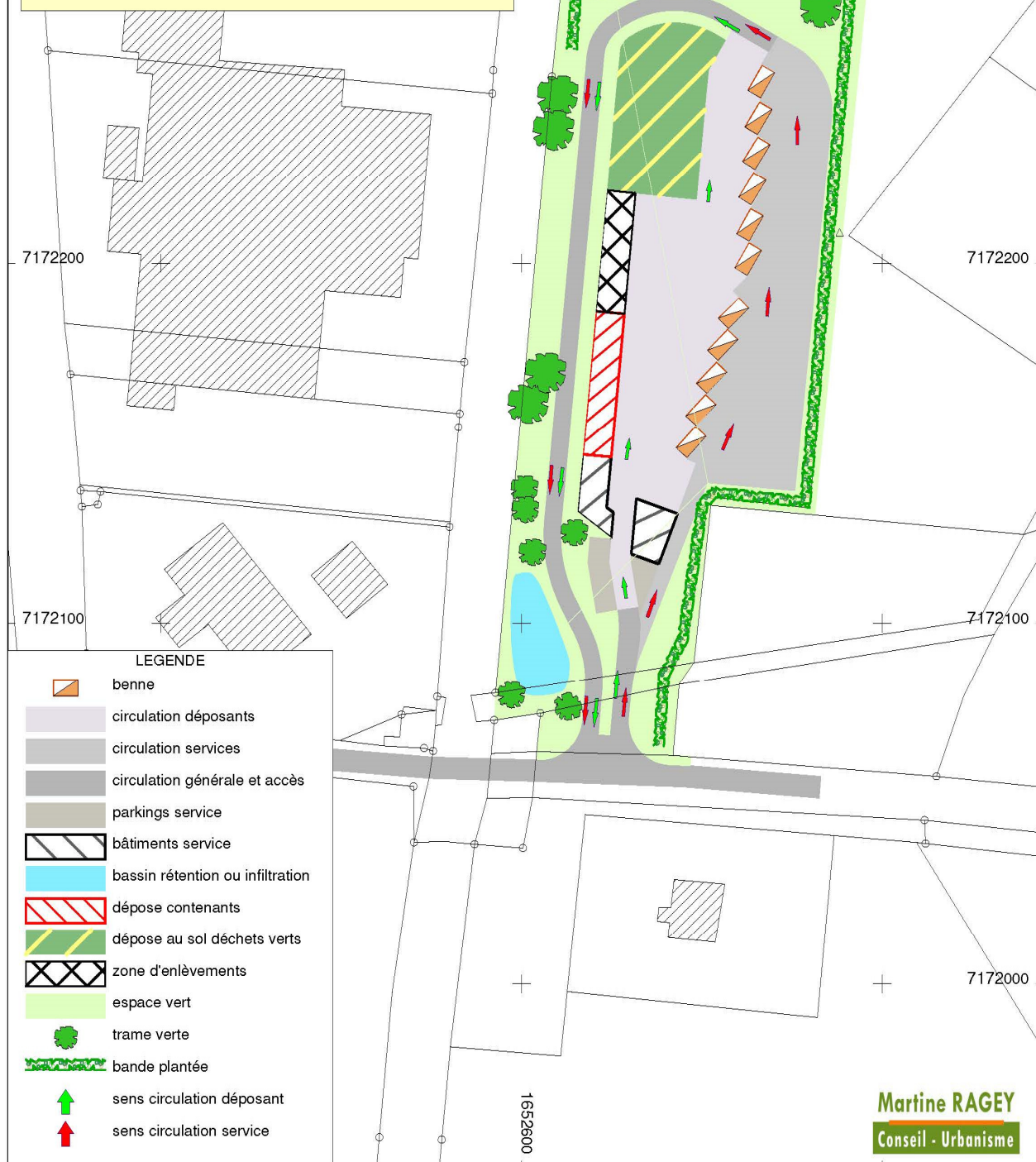
L'ensemble de ces contraintes, les conditions d'accès, l'étendue des activités, les circulations de services et des déposants, la sécurité, autant d'éléments qui justifient la surface consacrée au projet.

Le schéma ci-après illustre la confrontation projet/contraintes.

Ville de SULLY SUR LOIRE

Création d'une déchèterie

esquisse au 1/1000 - janvier 2021



❖ Biodiversité, milieux et gestion des eaux/ éviter réduire compenser

Structure ayant fait la demande	Demande ou recommandation	Propositions de modifications à apporter ou non au projet de PLU
Mission Région de l'Autorité Environnementale (MRAE)	L'autorité environnementale recommande de s'assurer que la réalisation des travaux de débroussaillage du site ait lieu en dehors des périodes de nidification des oiseaux.	Ajout de la mesure de réduction suivante au sein du tableau du Chapitre V de l'EE : " <i>Réalisation des travaux de débroussaillage du site en dehors des périodes de nidification des oiseaux (période mars à juillet)</i> ".
	L'autorité environnementale recommande de reprendre la rédaction de la séquence éviter réduire-compenser (ERC) en s'assurant de la bonne définition de chaque mesure.	<p>Le tableau ERC présenté au chapitre V de l'EE sera modifié sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Mesure de réduction (thématique Faune / Flore / Habitats)</u> : "Création d'un aménagement paysager végétal autour du site". - <u>Mesures d'évitement (général)</u>. Il est justifié les raisons pour lesquelles aucune mesure d'évitement n'est mise en place dans les cas où aucune incidence n'a été retenue et aucun enjeu n'a été révélé par l'état initial de l'environnement (situation zéro). Les "commentaires" évoqués par la MRAE dans son avis sont conservés pour la justification de cette absence d'incidence/enjeu. - <u>Mesure d'évitement (thématique Nuisance)</u>. Il est ajouté la rédaction suivante permettant de justifier la mise en place d'une mesure d'évitement lors de l'étude des sites alternatifs : "<i>Le secteur retenu est localisé au sein d'une zone d'activités économiques, à l'écart des secteurs résidentiels. Contrairement à l'un des sites alternatifs envisagé et localisé dans la zone d'implantation de la Gendarmerie Nationale et des pompiers, au contact du quartier résidentiel rue des Grands Champs, le secteur retenu s'avère judicieux car il limite les désagréments sur le voisinage.</i>" - <u>Mesures d'évitement (thématique Déplacements-Mobilités et Air, Énergie, Climat)</u>. Il est justifié qu'au regard de la localisation des sites alternatifs étudiés, tous situés au sein de la zone d'activités de la Pillardière, cette donnée de localité ne pouvait constituer un critère de comparaison entre les sites sur ces deux thématiques.
	L'autorité environnementale recommande de s'assurer que la réalisation des travaux de débroussaillage du site ait lieu en dehors des périodes de nidification des oiseaux.	Ajouter cette information dans le dossier (Madame RAGEY)